



Berquin Notaires SCRL – avenue Lloyd George 11 - 1000 Bruxelles
TVA BE 0474.073.840 – RPM BRUXELLES – www.berquinnotaires.be
Tél. +32(2)645.19.45 Fax : +32(2)645.19.46

Texte Coordonné des Statuts de la société européenne cotée **"ECONOCOM GROUP"**

à 1050 Bruxelles, Place du Champ de Mars 5,
numéro d'entreprise 0422.646.816 - RPM Bruxelles
Le site internet de la Société est <https://finance.econocom.com>.
L'adresse électronique de la Société est
generalsecretariat@econocom.com.

après la modification des statuts
du 17 décembre 2021

HISTORIQUE
(Conformément à l'article 75, premier alinéa, 2° du Code des sociétés / l'article 2:8, §1 du Code des sociétés et associations)

ACTE DE CONSTITUTION:

La société a été constituée sous la dénomination de «EUROPE COMPUTER SYSTEMS BELGIQUE» suivant acte reçu par Maître Jacques Possoz, Notaire à Bruxelles, le deux avril mille neuf cent quatre-vingt-deux, publié aux Annexes du Moniteur belge du vingt-deux avril suivant, sous le numéro 820-11.

MODIFICATIONS AUX STATUTS:

Les statuts ont été modifiés par :

- acte du notaire POSSOZ, prénommé, le vingt-deux décembre mil neuf cent quatre-vingt-trois, publié à l'annexe au Moniteur belge du dix-huit janvier mil neuf cent quatre-vingt-quatre sous le numéro 439-7, et suivant actes reçus par le notaire Pierre DE DONCKER, à Bruxelles, successivement le vingt-quatre mai mil neuf cent quatre-vingt-cinq publié auxdites annexes sous le numéro 850619-192, le vingt-huit août mil neuf cent quatre-vingt-cinq *contenant modification de la dénomination en «ECONOCOM BELGIQUE S.A./N.V.»*, publié auxdites annexes sous le numéro 850926-183, le trois octobre mil neuf cent quatre-vingt-cinq, publié auxdites annexes sous le numéro 851109-462 et sous le numéro 851116-60, le treize mai mil neuf cent quatre-vingt-six, *contenant modification de la dénomination en «ECONOCOM BELGIUM S.A./N.V.»* publié auxdites annexes sous le numéro 860530-19.

- acte du notaire Pierre DE DONCKER, à Bruxelles, du vingt-neuf mai mil neuf cent quatre-vingt-six, publié auxdites annexes sous le numéro 860625-296, et suivant actes du notaire Thierry VAN HALTEREN, à Bruxelles, du vingt-quatre septembre mil neuf cent nonante, publié aux annexes du Moniteur belge sous le numéro 901016-451, du trois septembre mil neuf cent nonante et un, publié aux annexes au Moniteur belge sous le numéro 910926-184, du vingt-six avril mil neuf cent nonante-trois, acte *contenant notamment changement de la dénomination en «ECONOCOM BENELUX S.A./N.V.»*, publié aux annexes au Moniteur belge sous le numéro 930518-158, du vingt-neuf juin mil neuf cent nonante-cinq acte *contenant notamment changement de la dénomination en l'actuelle*, publié aux annexes au Moniteur belge sous le numéro 950718-163.

- acte du notaire VAN HALTEREN, prénommé, le trente juin mil neuf cent nonante-sept, publié aux annexes au Moniteur belge sous le numéro 970718-504.

- acte du notaire VAN HALTEREN, prénommé, le premier et le vingt-neuf décembre mil neuf cent nonante-huit, publié respectivement aux annexes au Moniteur belge sous les numéros 981225-314 et 990121-244.

- acte du notaire VAN HALTEREN, prénommé :

* le vingt et un janvier mil neuf cent nonante-neuf, publié aux annexes au Moniteur belge sous le numéro 990216-443.

* le cinq février mil neuf cent nonante-neuf, publié aux annexes au Moniteur belge sous le numéro 990227-57.

* le vingt-trois février mil neuf cent nonante-neuf, publié aux annexes au Moniteur belge sous le numéro 990313-303.

* le seize mars mil neuf cent nonante-neuf, publié aux annexes au Moniteur belge sous le numéro 990408-418.

* le vingt avril mil neuf cent nonante-neuf, publié aux annexes au Moniteur belge sous le numéro 990513-119.

* le quatre mai mil neuf cent nonante-neuf, publié aux annexes au Moniteur belge sous le numéro 990522-191.

* le dix mai mil neuf cent nonante-neuf, publié aux annexes au Moniteur belge sous le numéro 990608-279.

* le neuf juin mil neuf cent nonante-neuf, publié aux annexes au Moniteur belge sous le numéro 990701-235.

- le vingt et un septembre mil neuf cent nonante-neuf, publié aux annexes au Moniteur belge sous le numéro 991013-278.

* le dix-neuf novembre mil neuf cent nonante-neuf, publié aux annexes au Moniteur belge sous le numéro 991210-14.

- par acte du notaire VAN HALTEREN, prénommé :
 - * le vingt-quatre janvier deux mille, publié aux annexes au Moniteur belge sous le numéro 20000211-301.
 - * le vingt-deux février deux mille, publié aux annexes au Moniteur belge sous le numéro 20000321-118.
 - * le vingt-cinq août deux mille, publié aux annexes au Moniteur belge sous le numéro 20000920-505.
 - * le vingt-cinq août deux mille, publié aux annexes au Moniteur belge sous le numéro 20000929-117.
 - * le trois avril deux mille un, publié aux annexes au Moniteur belge sous le numéro 20010428-365.
 - * le trente et un août deux mille un, publié aux annexes au Moniteur belge sous le numéro 20010925-460.
- par actes du notaire Thierry VAN HALTEREN, prénommé :
 - * le trente avril deux mille deux, publié aux annexes au Moniteur belge sous le numéro 20020530-199.
 - * le douze juin deux mille deux, publié aux annexes au Moniteur belge sous le numéro 20020709-485.
- actes du notaire Matthieu DERYNCK, à Bruxelles :
 - * du dix-huit décembre deux mille deux, publié aux annexes au Moniteur belge du neuf janvier deux mille trois sous la référence 03003423.
 - * du quatorze janvier deux mille quatre, publié aux annexes au Moniteur belge du deux février suivant sous le numéro 04016594.
 - * du dix-huit mai deux mille quatre, publié à l'annexe au Moniteur belge du onze juin suivant sous le numéro 0085792.
- par actes du notaire Matthieu DERYNCK, prénommé :
 - * du vingt-deux décembre deux mille quatre, publié à l'annexe au Moniteur belge sous le numéro 05014115 ;
 - * du dix-sept mai deux mille cinq, publié à l'annexe au Moniteur Belge sous le numéro 20050608-05080356.
 - * du vingt juillet deux mille cinq, publié à l'annexe au Moniteur belge du onze août suivant sous le numéro 2005-08-11-0116823
 - * du vingt-deux décembre deux mille cinq, publié à l'annexe au Moniteur belge sous le numéro 20060119-06016369.
 - * du vingt-huit novembre deux mille six, publié à l'annexe au Moniteur belge sous le numéro 20061218-0187954.
 - * du quinze mai deux mille sept, publié à l'annexe au Moniteur belge sous le numéro 20070611-082360 .
 - * du sept décembre deux mille sept, publié à l'annexe au Moniteur belge sous le numéro 20080107-3455.
 - * du vingt décembre deux mille sept, publié à l'annexe au Moniteur belge sous le numéro 20080121-11686.
 - * du vingt-deux décembre deux mille huit, publié à l'annexe au Moniteur belge, sous le numéro 20090122-11247.
 - * du dix-neuf mai deux mille neuf, publié à l'annexe au Moniteur belge, sous le numéro 20090612-81947.
 - * du dix-huit mai deux mille dix, publié aux Annexes du Moniteur belge du trois juin suivant, sous le numéro 20100603-10303084.
- procès-verbal dressé par Maître Peter Van Melkebeke, Notaire à Bruxelles, le vingt-huit octobre deux mille dix, publié aux Annexes du Moniteur belge du trente novembre suivant, sous le numéro 20101130-0173653.
- procès-verbal dressé par Maître Peter Van Melkebeke, Notaire à Bruxelles, le dix-sept mai deux mille onze, publié aux Annexes du Moniteur belge du neuf juin deux mille onze, sous le numéro 20110609-0085616.
- procès-verbal dressé par Maître Peter Van Melkebeke, Notaire à Bruxelles, le premier juin deux mille onze, publié aux Annexes du Moniteur belge du vingt-neuf juin deux mille onze, sous le numéro 20110629-0096745.

- procès-verbal dressé par Maître Peter Van Melkebeke, Notaire à Bruxelles, le vingt-huit septembre deux mille onze, publié aux Annexes du Moniteur belge du dix-neuf octobre suivant, sous le numéro 20111019-0157638.

- procès-verbal dressé par Maître Peter Van Melkebeke, Notaire à Bruxelles, le quinze mai deux mille douze, publié aux Annexes du Moniteur belge du cinq juin suivant, sous le numéro 20120605-0099953.

- procès-verbal dressé par Maître Peter Van Melkebeke, notaire associé à Bruxelles, le quatorze septembre deux mille douze, publié aux Annexes du Moniteur belge du quatre octobre suivant, sous le numéro 20121004-0164052.

- procès-verbal dressé par Maître Tim Carnewal, Notaire à Bruxelles, le douze septembre deux mille treize, publié aux Annexes du Moniteur belge du trois octobre suivant, sous le numéro 20131003-0149993.

- procès-verbal dressé par Maître Tim Carnewal, Notaire à Bruxelles, le dix-huit novembre deux mille treize, publié aux Annexes du Moniteur belge du dix-sept décembre suivant, sous le numéro 20131217-0188744.

- procès-verbal dressé par Maître Tim Carnewal, Notaire à Bruxelles, le trente-et-un décembre deux mille treize, publié aux Annexes du Moniteur belge du trois février deux mille quatorze, sous le numéro 20140203-031948.

- procès-verbal dressé par Maître Tim Carnewal, Notaire à Bruxelles, le vingt-quatre janvier deux mille quatorze, publié aux Annexes du Moniteur belge du dix-neuf février suivant, sous le numéro 20140219-0045497.

- procès-verbal dressé par Maître Peter Van Melkebeke, Notaire à Bruxelles, le vingt-cinq février deux mille quatorze, publié aux Annexes du Moniteur belge du vingt mars suivant, sous le numéro 20140320-0064105.

- procès-verbal dressé par Maître Marie-Pierre Gérardin, Notaire à Bruxelles, le vingt-six mars 2014, publié aux Annexes du Moniteur belge du six mai suivant, sous le numéro 20140506-0093813.

- procès-verbal dressé par Maître Alexis Lemmerling, Notaire associé à Bruxelles, le vingt-huit mai deux mille quatorze, publié aux Annexes du Moniteur belge du douze juin suivant, sous le numéro 20140612-0115214.

- procès-verbal dressé par Maître Tim Carnewal, Notaire à Bruxelles, le dix-huit juin deux mille quatorze, publié aux Annexes du Moniteur belge du onze juillet deux mille quatorze, sous le numéro 134076.

- procès-verbal dressé par Maître Tim Carnewal, Notaire à Bruxelles, le 29 décembre 2014, publié aux Annexes du Moniteur belge du 6 février 2015, sous le numéro 15020316.

- procès-verbal dressé par Maître Tim Carnewal, Notaire à Bruxelles, le 19 mai 2015, publié aux Annexes du Moniteur belge du 9 juin 2015, sous le numéro 15080859.

- procès-verbal dressé par le Maître Tim Carnewal, Notaire à Bruxelles, le 18 décembre 2015, publié aux Annexes du Moniteur belge du 31 décembre suivant, sous le numéro 15182600.

- et pour la dernière fois, par procès-verbal dressé par Maître Tim Carnewal, Notaire à Bruxelles, le 17 mai 2016, publié aux Annexes du Moniteur belge du 26 mai suivant, sous le numéro 16072808.

- procès-verbal dressé par Maître Tim Carnewal, Notaire à Bruxelles, le 17 février 2017, publié aux Annexes du Moniteur belge du 13 mars 2017, sous le numéro 17038172.

- procès-verbal dressé par Maître Tim Carnewal, Notaire à Bruxelles, le 3 mars 2017, publié aux Annexes du Moniteur belge du 24 mars 2017, sous le numéro 17043509.

- procès-verbal dressé par Maître Carl Ockerman, Notaire à Bruxelles, le 16 mars 2017, publié aux Annexes du Moniteur belge du 4 avril 2017, sous le numéro 17048991.

- procès-verbal dressé par Maître Tim Carnewal, Notaire à Bruxelles, le 21 mars 2017, publié aux Annexes du Moniteur belge du 10 avril 2017, sous le numéro 17050563.

- procès-verbal dressé par Maître Tim Carnewal, Notaire à Bruxelles, le 24 mars 2017, publié aux Annexes du Moniteur belge du 13 avril 2017, sous le numéro 17052755.

- procès-verbal dressé par Maître Tim Carnewal, Notaire à Bruxelles, le 31 mars 2017, publié aux Annexes du Moniteur belge du 26 avril 2017, sous le numéro 17059683.

- procès-verbal dressé par Maître Tim Carnewal, Notaire à Bruxelles, le 6 avril 2017, publié aux Annexes du Moniteur belge du 2 mai 2017, sous le numéro 17061745.

- procès-verbal dressé par Maître Tim Carnewal, Notaire à Bruxelles, le 16 mai 2017, publié aux Annexes du Moniteur belge du 30 mai 2017, sous le numéro 17075609.

- procès-verbal dressé par Maître Tim Carnewal, Notaire à Bruxelles, le 8 juin 2017, publié aux Annexes du Moniteur belge du 4 juillet 2017, sous le numéro 17094767.
- procès-verbal dressé par Maitre Tim Carnewal, notaire à Bruxelles, le 21 mai 2019, publié aux Annexes du Moniteur belge du 28 mai suivant, sous le numéro 19319119.
- procès-verbal dressé par Maitre Tim Carnewal, notaire à Bruxelles, le 21 juin 2019, publié aux Annexes du Moniteur belge du 5 juillet suivant, sous le numéro 19325024.
- procès-verbal (entre autres adoption d'un nouveau texte des statuts) dressé devant Maître Tim Carnewal, notaire à Bruxelles, le 19 mai 2020, publié aux Annexes du Moniteur belge du 13 juillet suivant, sous le numéro 20078735.
- procès-verbal dressé devant Maître Tim Carnewal, notaire à Bruxelles, le 13 août 2021, déposé pour publication aux Annexes du Moniteur belge.
- suivant procès-verbal dressé devant Maître Tim Carnewal, notaire à Bruxelles, le 1er septembre 2021, publié aux Annexes du Moniteur belge du 28 septembre suivant, sous le numéro 21356501.
- et pour la dernière fois, suivant procès-verbal dressé devant Maître Tim Carnewal, notaire à Bruxelles, le 29 septembre 2021, publié aux Annexes du Moniteur belge du 22 octobre suivant, sous le numéro 21362722.
- procès-verbal dressé devant Maître Tim Carnewal, notaire à Bruxelles, le 29 octobre 2021, déposé pour publication aux Annexes du Moniteur belge.
- procès-verbal dressé devant Maître Tim Carnewal, notaire à Bruxelles, le 30 novembre 2021, déposé pour publication aux Annexes du Moniteur belge.
- procès-verbal dressé devant Maître Tim Carnewal, notaire à Bruxelles, le 9 décembre 2021, déposé pour publication aux Annexes du Moniteur belge.
- et pour la dernière fois, suivant procès-verbal dressé devant Maître Tim Carnewal, notaire à Bruxelles, le 17 décembre 2021, déposé pour publication aux Annexes du Moniteur belge.

TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL :

Le siège a été transféré avec effet au quinze mars deux mille douze à l'adresse actuelle par décision du conseil d'administration en date du sept mars deux mille douze, publié aux Annexes du Moniteur belge du vingt-six mars suivant, sous le numéro 20120326-12062360.

STATUTS COORDONNES AU 17 décembre 2021

TITRE I - CARACTERE DE LA SOCIETE.

ARTICLE 1 - FORME - DENOMINATION.

La société revêt la forme juridique d'une société anonyme européenne, ou "Societas Europaea". Elle est dénommée "**ECONOCOM GROUP**".

Cette dénomination sera toujours précédée ou suivie par la mention "Societas Europaea" ou l'abréviation "SE".

La société est une société cotée.

ARTICLE 2 - SIEGE.

Le siège est établi à en Région bruxelloise.

Le siège peut être transféré en tout autre endroit de Belgique par simple décision du conseil d'administration publiée aux Annexes du Moniteur belge pour autant que pareil déplacement n'impose pas la modification de la langue des statuts en vertu de la réglementation linguistique applicable. Il peut en outre être transféré dans un autre état membre de l'Union Européenne, conformément aux articles 15:24 et suivants du Code des sociétés et des associations.

La société peut établir, par simple décision du conseil d'administration, des sièges administratifs, succursales, agences, dépôts et comptoirs en Belgique ou à l'étranger.

La société peut être contactée via l'adresse électronique suivante: <https://finance.econocom.com>.

L'adresse du site internet de la société est : www.econocom.be.

ARTICLE 3 - OBJET.

La société a pour objet en tous pays :

- La conception, la construction, la gestion opérationnelle et administrative, le financement de systèmes et de solutions informatiques, numériques, technologiques, de traitement de l'information et des données, de télécommunication, et d'internet des objets;

- L'achat, la vente, la location ainsi que le négoce sous toutes ses formes de matériels, logiciels et solutions informatiques, technologiques, numériques ou de télécommunications destinés tant aux entreprises qu'aux particuliers, et plus généralement tout accessoire s'y rattachant, de même que tous conseils, tous services, ainsi que toutes opérations financières y relatives.

A cet effet, la société peut acquérir, administrer, exploiter et céder des brevets d'invention, des marques et des connaissances techniques, industrielles et financières.

Elle peut établir des succursales ou fonder des filiales dans tous pays.

Elle pourra s'intéresser par voie d'apport, d'acquisition, de fusion totale ou partielle, de souscription, de participation financière, de cession, de prêt ou de toute autre manière dans toutes entreprises de tous pays avant des activités similaires ou connexes aux siennes.

La société peut effectuer, en tous pays, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières, se rapportant en tout ou en partie, directement ou indirectement à l'une ou l'autre branche de son objet, ou de nature à le développer ou à en faciliter la réalisation.

Elle peut se porter caution ou consentir des sûretés réelles ou d'autres sûretés personnelles en faveur de sociétés ou de particuliers, et ce au sens le plus large.

La société peut effectuer ses activités en son nom propre ou au nom de tiers, pour son compte propre ou pour le compte d'autrui.

ARTICLE 4 - DUREE.

Sa durée est illimitée.

La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale délibérant comme en matière de modification aux statuts.

TITRE II - CAPITAL.

ARTICLE 5 – CAPITAL.

Le capital est fixé à vingt-trois millions six cent soixante-deux mille quatorze euros septante-quatre cents (€ 23.662.014,74).

Il est représenté par deux cent vingt-deux millions deux cent quatre-vingt-un mille neuf cent quatre-vingts (222.281.980) actions sans mention de valeur nominale.

ARTICLE 6 - MODIFICATION DU CAPITAL.

Le capital peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale statuant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts.

Lors de toute augmentation de capital décidée par l'assemblée générale, celle-ci fixe le taux et les conditions d'émission des actions nouvelles, et ce sur proposition du conseil d'administration.

Les nouvelles actions à souscrire en espèces sont offertes par préférence aux actionnaires proportionnellement à la partie du capital que représentent leurs actions, dans le délai fixé par l'assemblée générale, et aux conditions déterminées par le conseil d'administration.

Les émissions d'actions sans mention de valeur nominale en dessous du pair comptable des actions anciennes ne peuvent être faites que dans le respect des dispositions légales.

Le droit de souscription préférentielle pourra toutefois, dans l'intérêt social, être limité ou supprimé par l'assemblée générale statuant comme en matière de modification aux statuts ou par le conseil d'administration agissant dans le cadre du capital autorisé, et ce même en faveur d'une ou plusieurs personnes déterminées qui ne sont pas membres du personnel de la société ou de l'une de ses filiales, le tout conformément aux dispositions légales.

Le conseil d'administration a, dans tous les cas, la faculté de passer avec tous tiers, aux clauses et conditions qu'il avisera, des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des actions à émettre.

Le capital peut être amorti sans être réduit par remboursement aux titres représentatifs de ce capital d'une partie des bénéfices distribuables, conformément à la loi.

Aux termes du procès-verbal dressé par le notaire Tim Carnewal, à Bruxelles, le 17 février 2017, le capital a été porté à vingt et un millions six cent quarante mille six cent trente-neuf euros et quatre-vingt-six cents (€ 21.640.639,86) par la création de quatre cent mille (400.000) actions.

Aux termes du procès-verbal dressé par le notaire Tim Carnewal, à Bruxelles, le 3 mars 2017, le capital a été porté à vingt et un millions huit cent septante mille deux cent treize euros et quatre-vingt-trois centimes (€ 21.870.213,83) par la création de un million cent nonante-huit mille cent nonante-quatre (1.198.194) actions.

Aux termes du procès-verbal dressé par le notaire Carl Ockerman, à Bruxelles, le 16 mars 2017, le capital a été porté à vingt-deux millions vingt-trois mille quatre cent nonante-trois euros et quatre-vingt-trois centimes (€ 22.023.493,83) par la création de huit cent mille (800.000) actions.

Aux termes du procès-verbal dressé par le notaire Tim Carnewal, à Bruxelles, le 21 mars 2017, le capital a été porté à vingt-deux millions deux cent quarante-deux mille sept cent quatre-vingt euros et trois centimes (€ 22.242.780,03) par la création de un million cent quarante-quatre mille cinq cent (1.144.500) actions.

Aux termes du procès-verbal dressé par le notaire Tim Carnewal, à Bruxelles, le 24 mars 2017, le capital a été porté à vingt-deux millions trois cent soixante-huit mille sept cent quarante-et-un euros et trente-deux centimes (€ 22.368.741,32) par la création de six cent cinquante-sept mille quatre cent dix-huit (657.418) actions.

Aux termes du procès-verbal dressé par le notaire Tim Carnewal, à Bruxelles, le 31 mars 2017, le capital a été porté à vingt-deux millions sept cent quarante-quatre mille cinq cent soixante-huit euros et dix-sept centimes (€ 22.744.568,17) par la création de un million neuf cent soixante-et-un mille cinq cent dix-huit (1.961.518) actions.

Aux termes du procès-verbal dressé par le notaire Tim Carnewal, à Bruxelles, le 6 avril 2017, le capital a été porté à vingt-trois millions quatre cent quatre-vingt-neuf mille sept cent cinquante-sept euros et soixante-sept centimes (€ 23.489.757,67) par la création de trois millions huit cent quatre-vingt-neuf mille deux cent nonante-huit (3.889.298) actions.

Aux termes de l'acte dressé par le notaire Tim Carnewal, à Bruxelles, le 21 juin 2019, le capital a été porté à vingt-trois millions cinq cent douze mille sept cent quarante-neuf euros soixante-sept cents (€ 23.512.749,67) euros, par la création de deux cent quarante mille (240.000) actions.

Aux termes de l'acte dressé par le notaire Frederic Helsen, à Bruxelles, le 13 août 2021, le capital a été porté à vingt-trois millions cinq cent cinquante-cinq mille trois cent quarante-neuf euros soixante-sept cents (€ 23.555.349,67), par la création de quatre cents mille (400.000) actions.

Aux termes de l'acte dressé par le notaire Tim Carnewal, à Bruxelles, le 1^{er} septembre 2021, le capital a été porté à vingt-trois millions cinq cent soixante mille six cent septante-quatre euros soixante-sept cents (€ 23.560.674,67), par la création de cinquante mille (50.000) actions.

Aux termes de l'acte dressé par le notaire Tim Carnewal, à Bruxelles, le 29 septembre 2021, le capital a été porté à vingt-trois millions cinq cent soixante-cinq mille neuf cent nonante-neuf euros

soixante-sept cents (€ 23.565.999,67), par la création de cinquante mille (50.000) actions.

Aux termes de l'acte dressé par le notaire Tim Carnewal, à Bruxelles, le 29 octobre 2021, le capital a été porté à vingt-trois millions cinq cent septante-sept mille sept cent quatorze euros soixante-sept cents (€ 23.577.714,67), par la création de cent dix mille (110.000) actions.

Aux termes de l'acte dressé par le notaire Tim Carnewal, à Bruxelles, le 9 décembre 2021, le capital a été porté à vingt-trois millions six cent un mille euros quatre-vingt-neuf cents (€ 23.601.000,89), par la création de deux cent dix-huit mille six cent cinquante (218.650) actions.

Aux termes de l'acte dressé par le notaire Tim Carnewal, à Bruxelles, le 17 décembre 2021, le capital a été porté à vingt-trois millions six cent soixante-deux mille quatorze euros septante-quatre cents (€ 23.662.014,74), par la création de cinq cent septante-deux mille neuf cents (572.900) actions.

ARTICLE 7 - CAPITAL AUTORISE.

Le conseil d'administration est autorisé à augmenter le capital, en une ou plusieurs fois, aux conditions qu'il fixera, à concurrence d'un montant maximum de vingt-trois millions cinq cent douze mille sept cent quarante-neuf euros soixante-sept cents (€ 23.512.749,67).

Le conseil d'administration peut utiliser cette autorisation dans le cas d'une émission d'actions avec ou sans droit de vote, d'obligations convertibles ou remboursables en actions, ainsi que de droits de souscriptions, payables en numéraire ou en nature, ou d'autres instruments financiers donnant droit à terme à des actions ou auxquels sont attachés d'autres titres de la société.

La ou les augmentations de capital décidée(s) en vertu de cette autorisation peuvent être effectuées:

- soit par apports nouveaux en numéraire ou en nature, y compris éventuellement une prime d'émission indisponible, dont le conseil d'administration fixera le montant, et par création d'actions nouvelles conférant les droits que le conseil déterminera;

- soit par incorporation de réserves, mêmes indisponibles, ou de primes d'émission, et avec ou sans création d'actions nouvelles.

Cette autorisation est conférée au conseil d'administration pour une durée de cinq (5) ans, prenant cours à dater de la publication de la modification des statuts consécutive à la décision de l'assemblée générale extraordinaire du 19 mai 2020. Elle peut être renouvelée, une ou plusieurs fois, conformément aux dispositions légales applicables.

En cas d'augmentation du capital réalisée dans le cadre du capital autorisé, le conseil d'administration devra affecter les primes d'émission, s'il en existe, à un compte indisponible qui constituera, à l'égal du capital, la garantie des tiers et ne pourra, sous réserve de son incorporation au capital par le conseil d'administration, comme prévu ci-avant, être réduit ou supprimé que par une décision de l'assemblée générale, statuant dans les conditions requises par l'article 7:208 du Code des sociétés et des associations.

Le conseil d'administration est autorisé à limiter et supprimer le droit de souscription préférentielle des actionnaires dans l'intérêt social et dans le respect des conditions imposées par les articles 7:190 et suivants du Code des sociétés et des associations, même en faveur d'une ou plusieurs personnes déterminées, autres que les membres du personnel ou de ses filiales, sauf dans les cas prévus à l'article 7:201, 1° dudit Code des sociétés et des associations.

Le conseil d'administration est compétent, avec faculté de substitution, pour adapter les statuts à la nouvelle situation du capital et des actions après chaque augmentation de capital intervenue dans le cadre du capital autorisé.

ARTICLE 8 - APPEL DE FONDS.

Les appels de fonds sont décidés souverainement par le conseil d'administration.

L'actionnaire qui, après un préavis d'un mois signifié par lettre recommandée, est en retard de satisfaire aux versements, doit bonifier à la société un intérêt calculé à dix pour cent l'an à dater du jour de l'exigibilité du versement.

Le conseil d'administration peut, en outre, après un second avis resté sans résultat pendant un mois, prononcer la déchéance de l'actionnaire et faire vendre ses titres par le ministère d'un intermédiaire financier, sans préjudice au droit de lui réclamer le solde restant dû ainsi que tous dommages-intérêts.

L'exercice du droit de vote afférent aux actions sur lesquelles les versements n'ont pas été opérés, est suspendu aussi longtemps que ces versements, régulièrement appelés et exigibles, n'ont pas été effectués.

ARTICLE 9 - NATURE DES TITRES.

Les actions non entièrement libérées sont nominatives. Les actions entièrement libérées et les autres titres de la société sont nominatifs ou dématérialisés, dans les limites prévues par la loi.

Dès que les actions ont été entièrement libérées, le titulaire de titres nominatifs peut, à ses frais, demander la conversion de ses titres en titres dématérialisés. Le titulaire de titres dématérialisés peut, à tout moment, à ses frais, demander la conversion de ses titres en titres nominatifs.

ARTICLE 10 - INDIVISIBILITE DES TITRES.

Les titres sont indivisibles à l'égard de la société.

S'il y a plusieurs propriétaires d'un titre, la société peut suspendre l'exercice des droits y afférents, jusqu'à ce qu'une personne soit désignée comme étant, à son égard, propriétaire du titre.

ARTICLE 11 - AYANTS-CAUSE.

Les droits et obligations attachés à un titre le suivent en quelques mains qu'il passe.

Les créanciers ou héritiers d'un actionnaire ne peuvent sous aucun prétexte, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander le partage ou la licitation ni s'immiscer en aucune manière dans son administration.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux comptes annuels et aux délibérations de l'assemblée générale.

ARTICLE 12 – ACQUISITION ET ALIENATION D' ACTIONS PROPRES.

La société ne peut acquérir ses propres actions ou (le cas échéant) parts bénéficiaires, par voie d'achat ou d'échange, directement ou par personne agissant en son nom propre mais pour le compte de la société, qu'à la suite d'une décision d'une assemblée générale statuant aux conditions de quorum et majorité prévues à l'article 7:154 du Code des sociétés et des associations, qui fixe notamment le nombre maximum d'actions ou parts bénéficiaires à acquérir, la durée pour laquelle l'autorisation est accordée, dans la limite prévue par le Code des sociétés et des associations, ainsi que les contre-valeurs minimales et maximales.

L'autorisation de l'assemblée générale n'est pas requise lorsque l'acquisition d'actions propres ou de parts bénéficiaires est nécessaire pour éviter à la société un dommage grave et imminent. Dans ce cas, le conseil d'administration est autorisé à acquérir, conformément aux dispositions légales alors en vigueur, les actions de la société par voie d'achat ou d'échange. Cette autorisation est conférée pour une durée de trois ans à dater de la publication aux annexes du Moniteur belge de la décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 19 mai 2020.

Le conseil d'administration peut aliéner des actions de la société dans les cas prévus par le Code des sociétés et des associations, en ce compris à une ou plusieurs personnes déterminées. Pour autant que de besoin, cette autorisation est étendue aux aliénations d'actions propres de la société par ses filiales.

Le conseil d'administration peut, par ailleurs, céder les actions de la société cotée au sens de l'article 1:11 du Code des sociétés et des associations. Elle peut en outre céder les actions et parts bénéficiaires dans les cas prévus par le Code des sociétés et des associations, ainsi que lorsqu'il s'agit d'éviter à la société un dommage grave et imminent, pour autant, dans ce dernier cas, que les titres soient cédés sur le marché ou à la suite d'une offre publique de vente faite aux mêmes conditions à tous les actionnaires.

ARTICLE 13 – OBLIGATIONS, DROITS DE SOUSCRIPTION ET AUTRES TITRES DONNANT DROIT A DES ACTIONS.

La société peut, par décision de son conseil d'administration, émettre des obligations, que ces obligations fassent ou non l'objet de garanties.

L'émission d'obligations convertibles, ou remboursables en actions, de droits de souscription ou d'autres instruments financiers donnant droit à des actions, peut être décidée par l'assemblée générale ou par le conseil d'administration dans le cadre de l'autorisation de capital autorisé que lui confère l'article 7 des statuts ci-dessus.

L'assemblée générale ou le conseil d'administration agissant dans le cadre des pouvoirs que lui confère l'article 7 des statuts ci-dessus, peut, dans l'intérêt social, limiter ou supprimer le droit de souscription préférentielle des actionnaires, conformément aux articles 7:198, alinéas 2 et 3, 7:191 et, le cas échéant 7:193 du Code des sociétés et des associations, sous réserve des limites énoncées par l'article 606 du même code.

Les titulaires d'obligations convertibles ou de droits de souscription sont convoqués à l'assemblée générale des actionnaires et ont le droit d'assister à toute assemblée générale des actionnaires, mais avec voix consultative seulement.

TITRE III - ADMINISTRATION ET SURVEILLANCE.

ARTICLE 14 - COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, associés ou non,

personnes morales ou non, nommés pour quatre ans au plus par l'assemblée générale des actionnaires et en tout temps révocables par elle.

Ils sont rééligibles.

Le mandat des administrateurs sortants cesse immédiatement après l'assemblée générale qui a procédé à la réélection. Si le nombre d'administrateurs tombe, pour quelque raison que ce soit, en dessous du minimum prévu par la loi ou les statuts, les administrateurs dont le mandat est terminé restent en fonction aussi longtemps que l'assemblée générale ne pourvoit pas à leur remplacement.

Lorsque qu'une personne morale est nommée administrateur, celle-ci est tenue de désigner parmi ses associés, gérants, administrateurs ou travailleurs, un représentant permanent, personne physique, chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour le compte de la personne morale.

Les mandats peuvent être rémunérés ou gratuits. La rémunération éventuelle fixe ou variable, peut être fixée par l'assemblée générale par administrateur ou sous forme d'une enveloppe globale pour l'ensemble du conseil à charge pour celui-ci de la répartir entre ses membres selon des critères à définir par lui.

ARTICLE 15 - VACANCE.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement.

Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, confirme ou non le mandat de l'administrateur coopté.

L'administrateur désigné dans les conditions ci-dessus termine le mandat de l'administrateur qu'il remplace, sauf si l'assemblée générale en décide autrement.

ARTICLE 16 - PRESIDENCE.

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un ou plusieurs vice-présidents et, parmi ceux-ci, un président. Les mandats de président et de vice-président sont renouvelables sans limitation.

ARTICLE 17 - REUNIONS.

Le conseil se réunit sur la convocation et sous la présidence de son président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, d'un vice-président, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Les réunions du conseil d'administration peuvent prendre la forme de réunions téléphoniques ou de vidéo conférences. Les administrateurs prenant part à la réunion du conseil d'administration de ces manières sont considérés comme présents à la réunion. La réunion sera dans ce cas considérée comme ayant été tenue au siège de la société pour autant qu'un administrateur au moins ait pris part à la réunion depuis ce siège.

ARTICLE 18 - DELIBERATION.

Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente ou représentée.

Tout administrateur peut donner, par écrit, par email, par télécopieur ou par tout autre moyen de conférer mandat spécial sans équivoque délégation à un de ses collègues pour le représenter à une réunion déterminée du conseil et y voter en ses lieu et place. Le délégant est, dans ce cas, réputé présent.

Un administrateur peut représenter plus d'un de ses collègues.

Un administrateur peut aussi, mais seulement lorsque la moitié des membres du conseil est présente en personne, exprimer des avis et formuler ses votes par écrit, par email ou par télécopieur.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix émises, les abstentions n'étant pas comptées.

En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

L'administrateur qui a, directement ou indirectement, un intérêt opposé de nature patrimoniale à une décision ou à une opération relevant des pouvoirs du conseil d'administration doit se conformer aux dispositions de l'article 7:96 du Code des sociétés et des associations. Cet administrateur ne peut pas assister aux délibérations du conseil d'administration relatives à ces opérations ou à ces décisions, ni prendre part au vote.

Les décisions du conseil d'administration peuvent être prises par décision unanime de tous les administrateurs, exprimée par écrit.

ARTICLE 19 - PROCES-VERBAUX.

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées dans des procès-verbaux signés par le président et les administrateurs qui le souhaitent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président, par un

administrateur-délégué ou par deux administrateurs ou par un directeur-général.

ARTICLE 20 - POUVOIRS DU CONSEIL.

Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de la société, à l'exception de ceux que la loi réserve à l'assemblée générale.

Il représente la société à l'égard des tiers et en justice, soit en demandant soit en défendant.

ARTICLE 21 - GESTION JOURNALIERE - COMITES CONSULTATIFS - DELEGATION.

Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière des affaires de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs administrateurs qui portent le titre d'administrateur-délégué et/ou à un ou plusieurs directeurs qui portent le titre de directeur général.

Leurs attributions sont réglées par l'acte de leur nomination sans cependant que les restrictions apportées à leurs pouvoirs de représentation pour les besoins de la gestion journalière soient opposables aux tiers, même si elles sont publiées.

Le conseil d'administration et les personnes chargées de la gestion journalière dans les limites des pouvoirs de gestion journalière, peuvent conférer des pouvoirs spéciaux et déterminés à une ou plusieurs personnes de leur choix qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires ou administrateurs. Les porteurs de ces pouvoirs spéciaux peuvent substituer une ou plusieurs personnes dans l'exercice de leurs pouvoirs, si le conseil d'administration ou la personne chargée de la gestion journalière (selon le cas) y consent.

En cas de délégation spéciale, l'acte de leur nomination fixe les pouvoirs et la rémunération attachée à ces fonctions.

Le conseil d'administration peut instituer en son sein tous comités consultatifs ou techniques, permanents ou non. Les règles de fonctionnement de ces comités sont définies par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration constitue en son sein un comité d'audit au sens de l'article 7:99 du Code des sociétés et des associations, ainsi qu'un comité de rémunération au sens de l'article 7:100 du Code des sociétés et des associations. La composition de ces comités, leurs missions et leurs règlements sont établis par le conseil d'administration, conformément aux dispositions du Code des sociétés et des associations.

ARTICLE 22 - REPRESENTATION.

Le conseil d'administration représente, en tant que collègue, la société à l'égard des tiers et en justice.

Nonobstant le pouvoir général de représentation en tant que collègue, la société est valablement représentée en justice et à l'égard des tiers, en ce compris un officier public (dont le conservateur des hypothèques) :

- soit par le Président du conseil d'administration, agissant seul;
- soit par deux administrateurs agissant conjointement;
- soit par un administrateur délégué, agissant seul;
- soit par un directeur général, agissant seul.

Ils ne devront fournir aucune justification d'une décision préalable du conseil d'administration.

La société est, en outre, valablement représentée par les mandataires spéciaux, agissant dans les limites de leur mandat.

ARTICLE 23 – REMUNERATION;

L'assemblée générale peut allouer aux administrateurs une rémunération fixe ou (si la loi le permet) variable.

Le conseil d'administration peut accorder des indemnités aux administrateurs ou directeurs, chargés de fonction ou de missions spéciales.

ARTICLE 24 - SURVEILLANCE.

Le contrôle de la société s'effectuera conformément aux articles 3:58 et suivants du Code des sociétés et des associations.

ARTICLE 25 - RESPONSABILITE.

Les administrateurs et les commissaires ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société.

Ils sont responsables, conformément au droit commun et aux prescriptions du Code des sociétés et des associations, de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur gestion.

TITRE IV - ASSEMBLEES GENERALES.

ARTICLE 26 - COMPOSITION ET POUVOIRS.

L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Elle dispose des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la loi et les présents statuts.

ARTICLE 27 - REUNION - CONVOCATION.

L'assemblée générale ordinaire se réunit de plein droit le dernier jour du mois de mars de chaque année, à onze heures.

Si ce jour n'est pas un jour ouvré, l'assemblée a lieu le jour ouvré suivant.

L'assemblée générale peut être convoquée chaque fois que l'intérêt de la société l'exige.

Elle doit l'être sur demande du président du conseil d'administration, d'un administrateur délégué ou des commissaires, s'il y en a, ou d'actionnaires représentant ensemble le dixième au moins du capital.

L'assemblée générale se réunit sur convocation du conseil d'administration ou des commissaires.

Ces convocations contiennent le lieu, la date, l'heure et l'ordre du jour de l'assemblée générale et sont effectuées dans les formes et délais prescrits par le Code des sociétés et des associations.

Un ou plusieurs actionnaires disposant ensemble de trois pour cent (3%) au moins du capital peuvent demander l'inscription d'un ou plusieurs points à l'ordre du jour de toute assemblée générale.

ARTICLE 28 – ADMISSION A L'ASSEMBLEE.

Le droit pour un actionnaire de participer à une assemblée générale et d'y exercer le droit de vote attaché à des actions est subordonné à l'enregistrement comptable de ces actions au nom de cet actionnaire à la date d'enregistrement, qui est le quatorzième jour qui précède l'assemblée générale, à vingt-quatre heures (heure belge), soit par leur inscription dans le registre des actions nominatives de la société, soit par leur inscription dans les comptes d'un teneur de compte agréé ou d'un organisme de liquidation, sans qu'il soit tenu compte du nombre d'actions détenues par l'actionnaire le jour de l'assemblée générale. Le jour et l'heure mentionnés dans le présent paragraphe désignent la date d'enregistrement.

Les actionnaires indiquent à la société (ou à la personne qu'elle a désignée à cet effet) leur volonté de participer à l'assemblée générale, au plus tard le sixième jour qui précède la date de l'assemblée, dans le respect des formalités prévues dans la convocation et moyennant présentation de la preuve de l'enregistrement qui lui a été délivrée par l'intermédiaire financier, le teneur de comptes agréé ou l'organisme de liquidation.

Les titulaires d'obligations convertibles ou de droits de souscription sont convoqués à l'assemblée générale des actionnaires et ont le droit d'assister à toute assemblée générale, mais avec voix consultative seulement, en respectant les conditions d'admission prévues pour les actionnaires.

ARTICLE 29 – REPRESENTATION.

Tout propriétaire de titre peut se faire représenter à l'assemblée générale par un mandataire, actionnaire ou non, conformément au Code des sociétés et des associations.

Les mineurs, les interdits et les personnes morales peuvent être représentés par leurs organes légaux ou statutaires.

Le conseil d'administration peut arrêter la formule des procurations. Les procurations doivent être reçues par la société au plus tard le sixième jour qui précède la date de l'assemblée. Toute procuration qui parviendrait à la société avant la publication d'un ordre du jour complété reste valable pour les sujets à traiter inscrits à l'ordre du jour qu'elle couvre.

Les copropriétaires, les usufruitiers et nus-propriétaires, les créanciers et débiteurs-gagistes doivent se faire représenter respectivement par une seule et même personne.

ARTICLE 30 - BUREAU.

Toute assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou à son défaut, par un administrateur-délégué, un directeur-général, ou à son défaut encore, par la plus âgé des administrateurs.

Le président désigne le secrétaire.

L'assemblée choisit deux scrutateurs.

Les administrateurs présents complètent le bureau.

ARTICLE 31 - PROROGATION.

Toute assemblée générale, ordinaire ou extraordinaire peut être, séance tenante, prorogée à cinq semaines par le bureau composé comme il est dit ci-dessus, même s'il ne s'agit pas d'approuver les comptes annuels.

Cette prorogation n'annule pas les autres décisions prises, sauf si l'assemblée générale en décide autrement.

De nouveaux dépôts de titres peuvent être effectués en vue de la seconde assemblée.

ARTICLE 32 - DROIT ET REPONSE AUX QUESTIONS

Les administrateurs et les commissaires répondent aux questions qui leur sont posées par les actionnaires, en assemblée ou par écrit, au sujet de leur rapport ou pour les administrateurs, également sur des points portés à l'ordre du jour, dans la mesure où la communication de données ou de faits n'est pas de nature à porter préjudice aux intérêts commerciaux de la société ou aux engagements de confidentialité souscrits par la société ou ses administrateurs.

Les administrateurs et les commissaires peuvent fournir une réponse globale à plusieurs questions ayant le même objet.

Les actionnaires peuvent, dès la publication de la convocation, poser par écrit les questions visées à l'alinéa 1er, auxquelles il sera répondu, selon le cas, par les administrateurs ou les commissaires au cours de l'assemblée pour autant que ces actionnaires aient satisfait aux formalités de participation visées à l'article 28.

ARTICLE 33 - NOMBRE DE VOIX.

Les actions donnent chacune droit à une voix, sous réserve des cas de suspension de droit de vote prévus par le Code des sociétés et des associations ou toute autre législation applicable.

Nonobstant ce qui précède, les actions entièrement libérées, qui sont inscrite depuis au moins deux (2) années sans interruption au nom du même actionnaire dans le registre des actions nominatives de la société, donneront chacune droit à deux (2) voix, sous réserve des dispositions légales applicables.

Chaque actionnaire est tenu d'informer la société immédiatement de tout fait ayant une incidence sur l'acquisition ou la perte du droit de vote double, y compris le nombre d'actions pour lesquelles le droit de vote double a été acquis ou perdu.

ARTICLE 34 - DELIBERATION ET VOTE.

L'assemblée générale ne délibère que sur les sujets énoncés à l'ordre du jour.

Si la convocation le permet, les actionnaires qui ont accompli les formalités de participation visées à l'article 28 peuvent participer à distance à l'assemblée générale grâce à un moyen de communication électronique, pour autant qu'ils aient satisfait les conditions et formalités prévues dans la convocation. La convocation fournit une description des moyens utilisés par la société pour identifier les actionnaires participant à l'assemblée grâce au moyen de communication électronique et de la possibilité qui leur est donnée de participer aux délibérations de l'assemblée générale et de poser des questions.

Les actionnaires qui ont accompli les formalités de participation visées à l'article 28 peuvent voter à toute assemblée générale par correspondance ou, si la convocation le permet, grâce à un moyen de communication électronique, en complétant le formulaire mis à disposition par la société. Les actions seront prises en considération pour le vote et le calcul des règles de quorum uniquement si le formulaire mis à disposition par la société a été dûment complété et est parvenu à la société au plus tard le sixième jour qui précède la date de l'assemblée générale. Si la convocation permet aux actionnaires de voter à distance grâce à un moyen de communication électronique, la convocation fournit une description des moyens utilisés par la société pour identifier les actionnaires votant à distance.

ARTICLE 35 - MODIFICATION DES STATUTS

La décision de modification des statuts doit être prise conformément aux règles applicables aux sociétés anonymes.

ARTICLE 36 - PROCES-VERBAUX.

Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits des procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président, par un administrateur-délégué, par deux administrateurs ou un directeur-général.

TITRE V - ECRITURES SOCIALES - REPARTITIONS.

ARTICLE 37 - ECRITURES SOCIALES.

Le trente et un décembre de chaque année, les écritures sont arrêtés et les administrateurs dressent un inventaire et établissent les comptes annuels conformément à la loi.

ARTICLE 38 - DISTRIBUTION.

Sur le bénéfice net mentionné dans les comptes annuels, il est prélevé annuellement un montant de 5% pour la constitution de la réserve légale, ce prélèvement n'étant plus obligatoire lorsque la réserve atteint 10% du capital souscrit.

Sur proposition du conseil d'administration, le solde du bénéfice net est mis annuellement à la disposition de l'assemblée générale, qui en détermine souverainement l'affectation à la majorité simple des voix émises, dans les limites imposées par les articles 7:212 à 7:214 du Code des sociétés et des associations.

Aucune distribution ne peut être effectuée lorsque, à la date de clôture du dernier exercice, l'actif

net tel qu'il résulte des comptes annuels est, ou deviendrait, à la suite d'une telle distribution, inférieur au montant du capital libéré ou, si ce montant est supérieur, du capital appelé, augmenté de toutes les réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Le conseil d'administration peut, conformément aux dispositions du Code des sociétés et des associations, distribuer un acompte à imputer sur le dividende qui sera distribué sur les résultats de l'exercice. Le conseil fixe le montant de ces acomptes et la date de leur paiement.

TITRE VI - DISSOLUTION - LIQUIDATION.

ARTICLE 39 - LIQUIDATION.

En cas de dissolution de la société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, la liquidation s'opère par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale et à défaut de pareille nomination, par les soins du conseil d'administration en fonction à cette époque, agissant en qualité de comité de liquidation.

Ils disposent à cette fin des pouvoirs les plus étendus conférés par les articles 2:87 et suivants du Code des sociétés et des associations.

L'assemblée générale détermine les émoluments des liquidateurs.

ARTICLE 40 - REPARTITION.

Après apurement de toutes les dettes, charges et frais de liquidation, l'actif net sert d'abord à rembourser en espèces ou en titres, le montant libéré non amorti des actions.

Si les actions ne sont pas toutes libérées dans une égale proportion, les liquidateurs, avant de procéder aux répartitions, rétablissent l'équilibre en mettant toutes les actions sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés soit par des remboursements préalables en espèces au profit des actions libérées dans une proportion supérieure.

Le solde est réparti également entre toutes les actions.

POUR COORDINATION CONFORME

Tim CARNEWAL
Notaire Associé



Burgerlijke CVBA Berquin Notarissen - Lloyd Georgelaan 11 - 1000 Brussel
BTW BE 0474.073.840 - RPR BRUSSEL - www.berquinnotarissen.be
Tel. +32(2)645.19.45 Fax: +32(2)645.19.46

Gecoördineerde Tekst van de
Statuten van de Europese
vennootschap
“ECONOCOM GROUP”

te 1050 Brussel, Marsveldplein 5,
ondernemingsnummer 0422.646.816 - RPR Brussel
De website van de Vennootschap is
<https://www.econocom.com>.
Het e-mailadres van de Vennootschap is
generalsecretariat@econocom.com.

na de statutenwijziging van
17 december 2021

HISTORIEK
(In toepassing van artikel 75, eerste lid, 2° van het Wetboek van vennootschappen / artikel 2:8, §1 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen)

OPRICHTINGSAKTE:

De vennootschap werd opgericht onder de benaming "EUROPE COMPUTER SYSTEMS Belgique" krachtens akte verleden voor Meester Jacques Possoz, Notaris te Brussel, op twee april negentienhonderdtweëntachtig, bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van tweeëntwintig april daaropvolgend, onder het nummer 820-11.

WIJZIGINGEN AAN DE STATUTEN:

De statuten werden gewijzigd bij:

- akte van bovengenoemde notaris POSSOZ, van tweeëntwintig december negentienhonderddrieëntachtig, bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van achttien januari negentienhonderdvierentachtig onder het nummer 439-7, en bij akten verleden voor notaris Pierre DE DONCKER te Brussel, achtereenvolgens op vierentwintig mei negentienhonderdvijfentachtig, bekendgemaakt in de gezegde Bijlagen onder het nummer 850619-192, op achtentwintig augustus negentienhonderdvijfentachtig *betreffende de wijziging van de benaming in "ECONOCOM BELGIQUE S.A./N.V."*, bekendgemaakt in de gezegde Bijlagen onder het nummer 850926-183 op drie oktober negentienhonderdvijfentachtig, bekendgemaakt in de gezegde Bijlagen onder het nummer 851109-462 en onder het nummer 851116-60 op dertien mei negentienhonderdzesentachtig, *betreffende de wijziging van de benaming in "ECONOCOM BELGIUM S.A./N.V."* bekendgemaakt in de gezegde Bijlagen onder het nummer 860530-19.
- akte van notaris Pierre DE DONCKER, te Brussel, van negenentwintig mei negentienhonderdzesentachtig, bekendgemaakt in de gezegde Bijlagen onder het nummer 860625-296, en bij akten van notaris Thierry VAN HALTEREN, te Brussel, van vierentwintig september negentienhonderdnegentig, bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad onder het nummer 901016-451, op drie september negentienhonderdeenennegentig, bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad onder het nummer 910926-184, op zesentwintig april negentienhonderddrieënnegentig, akte betreffende onder meer de *wijziging van de benaming in "ECONOCOM BENELUX S.A./N.V."*, bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad onder het nummer 930518-158, op negenentwintig juni negentienhonderdvijfennegentig, akte betreffende onder meer de *wijziging van de benaming in de huidige benaming*, bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad onder het nummer 950718-163.
- akte van bovengenoemde notaris VAN HALTEREN van dertig juni negentienhonderdzevenennegentig, bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad onder het nummer 970718-504.
- akte van bovengenoemde notaris VAN HALTEREN van éénennegenentwintig december negentienhonderdachtennegentig, respectievelijk bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad onder de nummers 981225-314 en 990121-244.
- akte van bovengenoemde notaris VAN HALTEREN:
 - * van eenentwintig januari negentienhonderdnegenennegentig, bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad onder het nummer 990216-443.
 - * van vijf februari negentienhonderdnegenennegentig, bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad onder het nummer 990227-57.
 - * van drieëntwintig februari negentienhonderdnegenennegentig, bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad onder het nummer 990313-303.
 - * van zestien maart negentienhonderdnegenennegentig, bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad onder het nummer 990408-418.
 - * van twintig april negentienhonderdnegenennegentig, bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad onder het nummer 990513-119.
 - * van vier mei negentienhonderdnegenennegentig, bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad onder het nummer 990522-191.
 - * van tien mei negentienhonderdnegenennegentig, bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad onder het nummer 990608-279.

- * van negen juni negentienhonderdneenennegentig, bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad onder het nummer 990701-235.
- van eenentwintig september negentienhonderdneenennegentig, bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad onder het nummer 991013-278.
- * van negentien november negentienhonderdneenennegentig, bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad onder het nummer 991210-14.
- de akte van bovengenoemde notaris VAN HALTEREN:
- * van vierentwintig januari tweeduizend, bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad onder het nummer 20000211-301.
- * van tweeëntwintig februari tweeduizend, bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad onder het nummer 20000321-118.
- * van vierentwintig augustus tweeduizend, bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad onder het nummer 20000920-505.
- * van vijftentwintig augustus tweeduizend, bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad onder het nummer 20000929-117.
- * van drie april tweeduizend één, bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad onder het nummer 20010428-365.
- * eenendertig augustus tweeduizend en één, bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad onder het nummer 20010925-460.
- akten van bovengenoemde notaris Thierry VAN HALTEREN:
- * van dertig april tweeduizend en twee, bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad onder het nummer 20020530-199.
- * van twaalf juni tweeduizend en twee, bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad onder het nummer 20020709-485.
- akten van notaris Matthieu DERYNCK, te Brussel:
- * van achttien december tweeduizend en twee, bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van negen januari tweeduizend en drie onder de referentie 03003423.
- * van veertien januari tweeduizend en vier, bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van twee februari daaropvolgend onder het nummer 04016594.
- * van achttien mei tweeduizend en vier, bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van elf juni daaropvolgend onder het nummer 0085792.
- akten van bovengenoemde notaris Matthieu DERYNCK:
- * van tweeëntwintig december tweeduizend en vier, bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad onder het nummer 055014115.
- * van zeventien mei tweeduizend en vijf, bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad onder het nummer 20050608-05080356.
- * van twintig juli tweeduizend en vijf, bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van elf augustus daaropvolgend onder het nummer 2005-08-11-0116823.
- * van tweeëntwintig december tweeduizend en vijf, bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad onder het nummer 20060119-06016369.
- * van achtentwintig november tweeduizend en zes, bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad onder het nummer 20061218-0187954.
- * van vijftien mei tweeduizend en zeven, bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad onder het nummer 20070611-082360.
- * van zeven december tweeduizend en zeven, bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad onder het nummer 20080107-3455.
- * van twintig december tweeduizend en zeven, bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad onder het nummer 20080121-11686.
- * van tweeëntwintig december tweeduizend en acht, bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad onder het nummer 20090122-11247.
- * van negentien mei tweeduizend en negen, bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad onder het nummer 20090612-81947.
- * van achttien mei tweeduizend en tien, bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van drie juni daaropvolgend, onder het nummer 20100603-10303084.
- proces-verbaal opgesteld door Meester Peter Van Melkebeke, Notaris te Brussel, op achtentwintig oktober tweeduizend en tien, bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van dertig november daaropvolgend, onder het nummer 20101130-0173653.

- proces-verbaal opgesteld door Meester Peter Van Melkebeke, Notaris te Brussel, op zeventien mei tweeduizend en elf, bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van negen juni tweeduizend en elf, onder het nummer 20110609-0085616.

- proces-verbaal opgesteld door Meester Peter Van Melkebeke, Notaris te Brussel, op een juni tweeduizend en elf, bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van negenentwintig juni tweeduizend en elf, onder het nummer 20110629-0096745.

- proces-verbaal opgesteld door Meester Peter Van Melkebeke, Notaris te Brussel, op achtentwintig september tweeduizend en elf, bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van negentien oktober daaropvolgend, onder het nummer 20111019-0157638.
- proces-verbaal opgesteld door Meester Peter Van Melkebeke, Notaris te Brussel, op vijftien mei tweeduizend en twaalf, bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van vijf juni daaropvolgend, onder het nummer 20120605-0099953.
- proces-verbaal opgesteld door Meester Peter Van Melkebeke, geassocieerd notaris te Brussel, op veertien september tweeduizend en twaalf, bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van vier oktober daaropvolgend, onder het nummer 20121004-0164052.
- proces-verbaal opgesteld door Meester Tim Carnewal, Notaris te Brussel, op twaalf september tweeduizend dertien, bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van drie oktober daaropvolgend, onder het nummer 20131003-0149993.
- proces-verbaal opgesteld door Meester Tim Carnewal, Notaris te Brussel, op achttien november tweeduizend dertien, bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van zeventien december daaropvolgend, onder het nummer 20131217-0188744.
- proces-verbaal opgesteld door Meester Tim Carnewal, Notaris te Brussel, op eenendertig december tweeduizend dertien, bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van drie februari tweeduizend veertien, onder het nummer 20140203-031948.
- proces-verbaal opgesteld door Meester Tim Carnewal, Notaris te Brussel, op vierentwintig januari tweeduizend veertien, bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van negentien februari daaropvolgend, onder het nummer 20140219- 0045497.
- proces-verbaal opgesteld door Meester Peter Van Melkebeke, Notaris te Brussel, op vijftentwintig februari tweeduizend veertien, bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van twintig maart daaropvolgend, onder het nummer 20140320-0064105.
- proces-verbaal opgesteld door Meester Marie-Pierre Gérardin, Notaris te Brussel, op zesentwintig maart 2014, bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van zes mei daaropvolgend, onder het nummer 20140506-0093813.
- proces-verbaal opgesteld door Meester Alexis Lemmerling, geassocieerd Notaris te Brussel, op achtentwintig mei tweeduizend veertien, bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van twaalf juni daaropvolgend, onder het nummer 20140612-0115214.
- proces-verbaal opgesteld door Meester Tim Carnewal, Notaris te Brussel, op achttien juni tweeduizend veertien, bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van elf juli tweeduizend veertien, onder het nummer 134076.
- proces-verbaal opgesteld door Meester Tim Carnewal, Notaris te Brussel, op 29 december 2014, bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van 6 februari 2015, onder het nummer 15020316.
- proces-verbaal opgesteld door Meester Tim Carnewal, Notaris te Brussel, op 19 mei 2015, bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van 9 juni 2015, onder het nummer 15080859.
- proces-verbaal opgesteld door Meester Tim Carnewal, Notaris te Brussel, op 18 december 2015, bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van 31 december 2015, onder het nummer 15182600.
- proces-verbaal opgesteld door Meester Tim Carnewal, Notaris te Brussel, op 17 mei 2016, bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van 26 mei 2016, onder het nummer 16072808.
- proces-verbaal opgesteld door Meester Tim Carnewal, Notaris te Brussel, op 17 februari 2017, bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van 13 maart 2017, onder het nummer 17038172.
- proces-verbaal opgesteld door Meester Tim Carnewal, Notaris te Brussel, op 3 maart 2017, bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van 24 maart 2017, onder het nummer 17043509.
- proces-verbaal opgesteld door Meester Carl Ockerman, Notaris te Brussel, op 16 maart 2017 bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van 4 april 2017, onder het nummer 17048991.
- proces-verbaal opgesteld door Meester Tim Carnewal, Notaris te Brussel, op 21 maart 2017, bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van 10 april 2017, onder het nummer 17050563.
- proces-verbaal opgesteld door Meester Tim Carnewal, Notaris te Brussel, op 24 maart 2017 bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van 13 april 2017, onder het nummer 17052755.

- proces-verbaal opgesteld door Meester Tim Carnewal, Notaris te Brussel, op 31 maart 2017, bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van 26 april 2017, onder het nummer 17059683.
- proces-verbaal opgesteld door Meester Tim Carnewal, Notaris te Brussel, op 6 april 2017, bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van 2 mei 2017, onder het nummer 17061745.
- proces-verbaal opgesteld door Meester Tim Carnewal, Notaris te Brussel, op 16 mei 2017, bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van 30 mei 2017, onder het nummer 17075609.
- proces-verbaal opgesteld door Meester Tim Carnewal, Notaris te Brussel, op 8 juni 2017, bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van 4 juli 2017, onder het nummer 17094767.
- proces-verbaal opgesteld door Meester Tim Carnewal, Notaris te Brussel, op 21 mei 2019, bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van 28 mei 2019, onder het nummer 19319119.
- proces-verbaal opgesteld door Meester Tim Carnewal, Notaris te Brussel, op 21 juni 2019, bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van 5 juli 2019, onder het nummer 19325024.
- proces-verbaal (onder meer aanneming van een nieuwe tekst van de statuten) opgesteld door Meester Tim Carnewal, Notaris te Brussel, op 19 mei 2020, bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van 13 juli 2020, onder het nummer 20078735.
- proces-verbaal opgesteld door Meester Tim Carnewal, Notaris te Brussel, op 13 augustus 2021, ter bekendmaking neergelegd in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad.
- proces-verbaal opgesteld door Meester Tim Carnewal, Notaris te Brussel, op 1 september 2021, bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van 28 september 2021, onder het nummer 21356501.
- proces-verbaal opgesteld door Meester Tim Carnewal, Notaris te Brussel, op 29 september 2021, bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van 22 oktober 2021, onder het nummer 21362722.
- proces-verbaal opgesteld door Meester Tim Carnewal, Notaris te Brussel, op 29 oktober 2021, bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van 30 november 2021, onder het nummer 21370020.
- proces-verbaal opgesteld door Meester Tim Carnewal, Notaris te Brussel, op 30 november 2021, ter bekendmaking neergelegd in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad.
- proces-verbaal opgesteld door Meester Tim Carnewal, Notaris te Brussel, op 9 december 2021, ter bekendmaking neergelegd in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad.
- en voor de laatste keer, volgens proces-verbaal opgesteld door Meester Tim Carnewal, Notaris te Brussel, op 17 december 2021, ter bekendmaking neergelegd in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad.

VERPLAATSING VAN DE ZETEL:

De zetel werd met uitwerking vanaf vijftien maart tweeduizend en twaalf verplaatst naar het huidige adres krachtens een beslissing van de raad van bestuur van zeven maart tweeduizend en twaalf, bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van zesentwintig maart daaropvolgend, onder het nummer 20120326-12062360.

GECOORDINEERDE STATUTEN VAN 17 DECEMBER 2021

TITEL I - AARD VAN DE VENNOOTSCHAP

ARTIKEL 1- VORM - NAAM.

De vennootschap heeft de rechtsvorm van een Europese naamloze vennootschap, of "Societas Europaea".

Zij draagt de naam "**ECONOCOM GROUP**".

Deze naam zal steeds worden voorafgegaan of gevolgd door de vermelding "Societas Europaea" of de afkorting "SE".

De vennootschap is een genoteerde vennootschap.

ARTIKEL 2 - ZETEL.

De zetel is gevestigd in het Brussels Gewest.

De zetel kan worden verplaatst naar iedere plaats in België, bij eenvoudig besluit van de raad van bestuur, bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad op voorwaarde dat een dergelijke verplaatsing geen wijziging van de talen van de statuten vereist overeenkomstig de toepasselijke taalwetgeving. De zetel kan bovendien worden verplaatst naar elke andere lidstaat van de Europese Unie, in overeenstemming met de artikelen 15:24 en volgende van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

De vennootschap mag, bij eenvoudig besluit van de raad van bestuur, administratieve zetels, bijkantoren, agentschappen, depots en kantoren vestigen in België en in het buitenland.

De vennootschap kan worden gecontacteerd via het volgende e-mailadres: <https://finance.econocom.com>.

Het adres van de website van het bedrijf is: www.econocom.be.

ARTIKEL 3 - VOORWERP.

De vennootschap heeft tot voorwerp, in elk land:

- Het ontwerp, de bouw, het operationeel en administratief beheer, de financiering van informatica, digitale, technologische systemen en oplossingen, de verwerking van informatie en gegevens, de telecommunicatie en het internet van voorwerpen;

- De aankoop, de verkoop, de verhuur evenals de handel in alle soorten hardware, software en IT-, technologische, digitale of telecommunicatie oplossingen voor zowel bedrijven als particulieren, en in het algemeen, alle daarmee verbonden bijhorigheden, alsmede elk advies, alle diensten en alle daarmee samenhangende financiële verrichtingen.

Daartoe kan de vennootschap octrooien voor uitvindingen, merken en technische, industriële en financiële kennis verkrijgen, beheren, exploiteren en vervreemden.

Zij kan in elk land bijkantoren vestigen of dochtervennootschappen oprichten.

Zij kan belangen verwerven door middel van inbreng, verwerving, gehele of gedeeltelijke fusie, inschrijving, financiële deelneming, overdracht, lening of op enige andere manier, in alle ondernemingen van alle landen met gelijkaardige of samenhangende activiteiten als die van haar.

De vennootschap mag in alle landen alle industriële, commerciële, financiële, roerende en onroerende activiteiten uitvoeren die geheel of gedeeltelijk, rechtstreeks of onrechtstreeks, betrekking hebben op één of andere tak van haar voorwerp, of die van dien aard zijn om de verwezenlijking van haar voorwerp te ontwikkelen of te vergemakkelijken.

Ze kan zich borg stellen of zakelijke zekerheden of andere persoonlijke zekerheden vestigen ten gunste van vennootschappen of natuurlijke personen, en dit in de meest ruime zin.

De vennootschap kan haar activiteiten uitoefenen in haar eigen naam of namens een derde, voor eigen rekening of voor rekening van derden.

ARTIKEL 4 - DUUR.

Haar duurtijd is onbeperkt.

De vennootschap kan worden ontbonden door een beslissing van de algemene vergadering die beraadslaagt zoals inzake een statutenwijziging.

TITEL II - KAPITAAL.

ARTIKEL 5- KAPITAAL.

Het kapitaal bedraagt drieëntwintig miljoen zeshonderdtweeënzestigduizend veertien euro vienzeventig cent (€ 23.662.014,74).

Het wordt vertegenwoordigd door tweehonderdtweeëntwintig miljoen tweehonderd eenentachtigduizend negenhonderdtachtig (222.281.980) aandelen, zonder vermelding van waarde.

ARTIKEL 6 - WIJZIGING VAN KAPITAAL.

Het kapitaal kan worden verhoogd of verminderd bij een beslissing van de algemene vergadering die besluit overeenkomstig de voorwaarden die vereist zijn voor de statutenwijzigingen.

Bij elke kapitaalverhoging die door de algemene vergadering wordt beslist, zal deze de koers en de voorwaarden van de uitgifte van nieuwe aandelen bepalen, en dit op voorstel van de raad van bestuur.

De nieuwe aandelen waarop in geld wordt ingeschreven worden bij voorrang aangeboden aan de aandeelhouders in verhouding tot het deel van het kapitaal vertegenwoordigd door hun aandelen, binnen de termijn vastgelegd door de algemene vergadering en onder de voorwaarden bepaald door de raad van bestuur.

De uitgiften van aandelen zonder vermelding van de nominale waarde onder de fractiewaarde van de oude aandelen kunnen slechts plaatsvinden mits naleving van de wettelijke bepalingen.

Het voorkeurrecht zal echter, in het belang van de vennootschap, kunnen worden beperkt of opgeheven door de algemene vergadering die daarover besluit zoals inzake een statutenwijziging of door de raad van bestuur handelend in het kader van het toegestaan kapitaal, en dit zelfs ten gunste van één of meer bepaalde personen die geen personeelslid zijn van de vennootschap of van één van haar dochtervennootschappen, dit alles in overeenstemming met de wettelijke bepalingen.

De raad van bestuur beschikt, in elk geval, over de keuze om met elke derde, tegen de bepalingen en voorwaarden die hij nodig acht, overeenkomsten te sluiten die bedoeld zijn om de inschrijving van een deel of het geheel van de uit te geven te verzekeren.

Het kapitaal kan, zonder te worden verminderd, worden afgelost door terugbetalingen aan de titels die dit kapitaal vertegenwoordigen van een deel van de uitkeerbare winst, in overeenstemming met de wet.

Krachtens akte verleden voor notaris Tim Carnewal, te Brussel, op 17 februari 2017, is het kapitaal gebracht op eenentwintig miljoen zeshonderdveertigduizend zeshonderdnevenendertig euro en zesentachtig cent (€ 21.640.639,86), door de creatie van vierhonderdduizend (400.000) aandelen.

Krachtens akte verleden voor notaris Tim Carnewal, te Brussel, op 3 maart 2017, is het kapitaal gebracht op eenentwintig miljoen achthonderd zeventigduizend tweehonderd dertien euro en drieëntachtig cent (€ 21.870.213,83), door de creatie van een miljoen honderdachtennegentig duizend honderdvierennegentig (1.198.194) aandelen.

Krachtens akte verleden voor notaris Carl Ockerman, te Brussel, op 16 maart 2017, is het kapitaal gebracht op tweeëntwintig miljoen drieëntwintigduizend vierhonderd drieënnegentig euro en drieëntachtig cent (€ 22.023.493,83), door de creatie van achthonderdduizend (800.000) aandelen.

Krachtens akte verleden voor notaris Tim Carnewal, te Brussel, op 21 maart 2017, is het kapitaal gebracht op tweeëntwintig miljoen tweehonderdtweeënveertigduizend zevenhonderdtachtig euro en drie cent (€ 22.242.780,03), door de creatie van een miljoen honderd vierenveertig duizend vijfhonderd (1.144.500) aandelen.

Krachtens akte verleden voor notaris Tim Carnewal, te Brussel, op 24 maart 2017, is het kapitaal gebracht op tweeëntwintig miljoen driehonderdachtenzestigduizend zevenhonderd éénenveertig euro en tweeëndertig cent (€ 22.368.741,32), door de creatie van zeshonderd en zevenenvijftig duizend vierhonderd en achttien (657.418) aandelen.

Krachtens akte verleden voor notaris Tim Carnewal, te Brussel, op 31 maart 2017, is het kapitaal gebracht op tweeëntwintig miljoen zevenhonderd vierenveertigduizend vijfhonderd achtenzestig euro en zeventien cent (€ 22.744.568,17), door de creatie van één miljoen negenhonderd éénenzestig duizend vijfhonderd achttien (1.961.518) aandelen.

Krachtens akte verleden voor notaris Tim Carnewal, te Brussel, op 6 april 2017, is het kapitaal gebracht op drieëntwintig miljoen vierhonderdnevenentachtigduizend zevenhonderdzevenenvijftig euro en zevenenzestig cent (€ 23.489.757,67), door de creatie van drie miljoen achthonderd en negenentachtig duizend tweehonderd en achtennegentig (3.889.298) aandelen.

Krachtens akte verleden voor notaris Tim Carnewal, te Brussel, op 21 juni 2019, is het kapitaal gebracht op drieëntwintig miljoen vijfhonderd twaalfduizend zevenhonderd negenenveertig euro zevenenzestig cent (€ 23.512.749,67), door de creatie van tweehonderdveertigduizend (240.000) aandelen.

Krachtens akte verleden voor notaris Frederic Helsen, te Brussel, op 13 augustus 2021, is het kapitaal gebracht op drieëntwintig miljoen vijfhonderdvijfenvijftigduizend driehonderdneegenveertig euro zevenenzestig cent (€ 23.555.349,67), door de creatie van vierhonderdduizend (400.000) aandelen.

Krachtens akte verleden voor notaris Tim Carnewal, te Brussel, op 1 september 2021, is het kapitaal gebracht op drieëntwintig miljoen vijfhonderdzestigduizend zeshonderdvierenzeventig euro zevenenzestig cent (€ 23.560.674,67), door de creatie van vijftigduizend (50.000) aandelen.

Krachtens akte verleden voor notaris Tim Carnewal, te Brussel, op 29 september 2021, is het kapitaal gebracht op drieëntwintig miljoen vijfhonderd vijfenzestigduizend negenhonderd negenennegentig euro zevenenzestig cent (€ 23.565.999,67), door de creatie van vijftigduizend (50.000) aandelen.

Krachtens akte verleden voor notaris Tim Carnewal, te Brussel, op 29 oktober 2021, is het kapitaal gebracht op drieëntwintig miljoen vijfhonderdzevenenzeventigduizend zevenhonderdveertien euro zevenenzestig cent (€ 23.577.714,67), door de creatie van honderd en tienduizend (110.000) aandelen.

Krachtens akte verleden voor notaris Tim Carnewal, te Brussel, op 9 december 2021, is het kapitaal gebracht op drieëntwintig miljoen zeshonderdeneenduizend euro negenentachtig cent (€ 23.601.000,89), door de creatie van tweehonderd achttienduizend zeshonderdvijftig (218.650) aandelen.

Krachtens akte verleden voor notaris Tim Carnewal, te Brussel, op 17 december 2021, is het kapitaal gebracht op drieëntwintig miljoen zeshonderdtweeënzestigduizend veertien euro vierenzeventig cent (€ 23.662.014,74), door de creatie van vijfhonderdtweeënzeventigduizend negenhonderd (572.900) aandelen.

ARTIKEL 7 - TOEGESTANE KAPITAAL.

De raad van bestuur is gemachtigd om het kapitaal te verhogen, in één of meerdere malen, aan de voorwaarden die hij zal bepalen, ten belope van een maximumbedrag van drieëntwintig miljoen vijfhonderd twaalfduizend zevenhonderd negenennveertig euro en zevenenzestig cent (€ 23.512.749,67).

De raad van bestuur kan van deze machtiging gebruik maken in het geval van een uitgifte van aandelen met of zonder stemrecht, van obligaties die converteerbaar of terugbetaalbaar zijn in aandelen, evenals van warrants, betaalbaar in geld of in natura, of van andere financiële instrumenten die op termijn recht geven op aandelen of waartegen andere titels van de vennootschap worden aangekocht.

De kapitaalverhoging(en) waarover wordt beslist ingevolge deze machtiging kunnen worden uitgevoerd:

- hetzij door middel van nieuwe inbrengen in geld of in natura, eventueel met inbegrip van een onbeschikbare uitgiftepremie, waarvan de raad van bestuur het bedrag zal bepalen, en door de creatie van nieuwe aandelen die de rechten verlenen die de raad zal bepalen;
- hetzij door incorporatie van reserves, zelfs onbeschikbare reserves, of uitgiftepremies, en met of zonder de creatie van nieuwe aandelen.

Deze machtiging wordt verleend aan de raad van bestuur voor een duurtijd van vijf (5) jaar, te beginnen vanaf de bekendmaking van de statutenwijziging volgend op de beslissing van de buitengewone algemene vergadering van 19 mei 2020. Ze kan één of meerdere malen worden verlengd, in overeenstemming met de wettelijke bepalingen.

In geval van een kapitaalverhoging verwezenlijkt in het kader van het toegestane kapitaal, zal de raad van bestuur de uitgiftepremies, in voorkomend geval, dienen over te schrijven op een onbeschikbare rekening die, zoals het kapitaal, de waarborg van derden zal vormen en, onder voorbehoud van de incorporatie ervan in het kapitaal door de raad van bestuur zoals hierboven aangegeven, zal deze slechts kunnen worden beperkt of opgeheven door een beslissing van de algemene vergadering die beslist onder de voorwaarden vereist door artikel 7:208 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

De raad van bestuur wordt gemachtigd om het voorkeurrecht van de aandeelhouders te beperken en op te heffen in het belang van de vennootschap en mits naleving van de voorwaarden opgelegd door de artikelen 7:190 en volgende van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, zelfs ten gunste van één of meer bepaalde personen, die geen personeelsleden zijn van de vennootschap of van één van haar dochtervennootschappen, behalve in de gevallen als bedoeld in 7:201, 1° van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

De raad van bestuur is bevoegd, met mogelijkheid tot indeplaatsstelling, om de statuten aan te passen aan de nieuwe situatie van het kapitaal en de aandelen na elke kapitaalverhoging van het toegestane kapitaal.

ARTIKEL 8 – VERZOEK TOT VOLSTORTING.

De raad van bestuur beslist soeverein over de verzoeken tot volstorting.

De aandeelhouder die, na een kennisgeving van één maand betekend bij aangetekende brief te hebben ontvangen, nalaat om de stortingen tijdig te voldoen, moet aan de vennootschap interest betalen, berekend aan tien procent per jaar vanaf de datum van de opeisbaarheid van de storting.

De raad van bestuur kan bovendien, nadat een tweede kennisgeving zonder resultaat bleef gedurende een maand, overgaan tot het vervallen verklaren van de aandeelhouder en zijn titels doen verkopen door de tussenkomst van een financiële tussenpersoon, zonder afbreuk te doen aan het recht om betaling te vorderen van het verschuldigd blijvend saldo evenals alle schadevergoedingen.

De uitoefening van het stemrecht verbonden aan de aandelen waarvoor de stortingen niet werden verricht, wordt geschorst zolang regelmatig opgevraagde en opeisbare stortingen niet zijn gebeurd.

ARTIKEL 9 - AARD VAN DE TITELS.

De aandelen die niet volledig volgestort zijn, zijn op naam. De volledig volgestorte aandelen en de overige titels van de vennootschap zijn op naam of gedematerialiseerd, binnen de door de wet bepaalde beperkingen.

Zodra de aandelen volledig volgestort zijn, kan de houder van de titels op naam, op zijn kosten, verzoeken dat zijn titels worden omgezet in gedematerialiseerde titels. De houder van de gedematerialiseerde titels kan op elk ogenblik, op zijn kosten, verzoeken dat zijn titels worden omgezet in titels op naam.

ARTIKEL 10 - ONDEELBAARHEID VAN TITELS.

De titels zijn ondeelbaar ten opzichte van de vennootschap.

Als er meerdere eigenaars zijn van een titel, kan de vennootschap de uitoefening van de eraan verbonden rechten schorsen totdat één enkele persoon is aangewezen, ten aanzien van de vennootschap, als eigenaar van de titel.

ARTIKEL 11 - RECHTSOPVOLGERS.

De rechten en verplichtingen verbonden aan een titel volgen deze, ongeacht in wiens handen de titel overgaat.

De schuldeisers of erfgenamen van een aandeelhouder kunnen onder geen enkel beding de verzegeling uitlokken op de goederen en waarden van de vennootschap, er de verdeling of de veiling van vorderen, noch kunnen deze zich op enige manier inmengen in het bestuur van de vennootschap.

Voor de uitoefening van hun rechten, moeten zij zich verlaten op de jaarrekeningen en beraadslagingen van de algemene vergadering.

ARTIKEL 12- VERWERVING EN VERVREEMDING VAN EIGEN AANDELEN.

De vennootschap kan slechts eigen aandelen of (in voorkomend geval) winstbewijzen verwerven door aankoop of ruil, rechtstreeks of via een persoon die handelt in zijn eigen naam maar voor rekening van de vennootschap, na een beslissing van de algemene vergadering die besluit volgens de voorwaarden betreffende het quorum en de meerderheid bepaald in Artikel 7:154 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, die onder meer het maximum aantal te verwerven aandelen of winstbewijzen bepaalt, de duurtijd waarvoor de machtiging wordt verleend, binnen de beperking bedoeld in het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, evenals de minimale en maximale tegenwaarden.

De machtiging van de algemene vergadering is niet vereist als de aankoop van eigen aandelen of winstbewijzen noodzakelijk is om te vermijden dat de vennootschap ernstig en dreigende schade zou oplopen. In dit geval wordt de raad van bestuur gemachtigd om, overeenkomstig de op dat ogenblik geldende wettelijke bepalingen, de aandelen van de vennootschap te verwerven door aankoop of ruil. Deze machtiging wordt verleend voor een duurtijd van drie jaar vanaf de bekendmaking in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van de beslissing van de buitengewone algemene vergadering van 19 mei 2020.

De Raad van Bestuur kan aandelen van de vennootschap vervreemden in de gevallen voorzien door het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, onder meer aan één of meer bepaalde personen. Voor zover nodig wordt deze machtiging uitgebreid tot de overdracht van eigen aandelen van de vennootschap door haar dochtervennootschappen.

Bovendien kan de raad van bestuur de aandelen overdragen van de vennootschap die genoteerd is in de zin van Artikel 1:11 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen. Daarenboven kan zij de aandelen en winstbewijzen overdragen in de gevallen voorzien door het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, evenals wanneer daarmee een ernstige en dreigende schade wordt vermeden, voor zover, in bepaalde gevallen, deze titels worden overgedragen op de markt of ten gevolge van een openbaar aanbod tot verkoop tegen dezelfde voorwaarden aan alle aandeelhouders.

ARTIKEL 13 - OBLIGATIES, WARRANTS EN ANDERE TITELS DIE RECHT GEVEN OP AANDELEN.

Bij beslissing van haar raad van bestuur kan de vennootschap obligaties uitgeven, ongeacht of deze obligaties het voorwerp uitmaken van waarborgen.

De uitgifte van converteerbare of in aandelen terugbetaalbare obligaties, van warrants of van andere financiële instrumenten die recht geven op aandelen, kan worden beslist door de algemene vergadering of door de raad van bestuur in het kader van de machtiging van het toegestane kapitaal verleend door het bovenvermelde artikel 7 van de statuten.

De algemene vergadering of de raad van bestuur handelend in het kader van de bevoegdheden die hem zijn toegekend door artikel 7 van deze statuten kan, in het belang van de vennootschap, het voorkeurrecht van de aandeelhouders beperken of opheffen in overeenstemming met de artikelen 7:198, leden 2 en 3, 7:191 en, in voorkomend geval, 7:193 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, onder voorbehoud van de beperkingen vermeld in artikel 606 van hetzelfde wetboek.

De houders van obligaties of van warrants worden opgeroepen voor de algemene vergadering van aandeelhouders en mogen elke algemene vergadering van aandeelhouders bijwonen, maar enkel met raadgevende stem.

TITEL III - BESTUUR EN TOEZICHT.

ARTIKEL 14 – SAMENSTELLING VAN DE RAAD VAN BESTUUR.

De vennootschap wordt bestuurd door een raad, samengesteld uit ten minste drie leden, al dan niet aandeelhouders, al dan niet rechtspersonen, benoemd voor ten hoogste vier jaar door de algemene vergadering die deze benoeming te allen tijde kan herroepen.

Ze zijn herbenoembaar.

Het mandaat van de uittredende bestuurders houdt onmiddellijk op na de algemene vergadering die overgaat tot de herbenoeming. Als het aantal bestuurders, om welke reden dan ook, daalt tot onder het door de wet of de statuten voorziene minimum, blijven de bestuurders waarvan het mandaat is beëindigd, in functie zolang de algemene vergadering niet in hun vervanging voorziet.

Wanneer een rechtspersoon tot bestuurder wordt benoemd, benoemt deze onder zijn vennoten, zaakvoerders, bestuurders of werknemers, een vaste vertegenwoordiger, natuurlijke persoon, die belast wordt met de uitvoering van dit mandaat in naam en voor rekening van de rechtspersoon.

De mandaten kunnen worden bezoldigd of kosteloos zijn. De eventuele vaste of variabele bezoldiging kan worden vastgelegd door de algemene vergadering, per bestuurder of onder de vorm van een globale enveloppe voor de raad die belast is met de verdeling ervan onder zijn leden, volgens de criteria die hij dient te bepalen.

ARTIKEL 15- VACATURE.

Ingeval een plaats van bestuurder openvalt, hebben de overige bestuurders het recht om voorlopig in de vacature te voorzien.

In dat geval bekrachtigt de algemene vergadering, tijdens haar eerste vergadering, het mandaat van de gecoöpteerde bestuurder al dan niet.

De bestuurder die onder de hierboven vermelde voorwaarden wordt benoemd, maakt het mandaat af van de bestuurder die hij vervangt, tenzij de algemene vergadering anders beslist.

ARTIKEL 16 - VOORZITTERSCHAP.

De raad van bestuur kiest uit zijn leden één of meerdere vicevoorzitters en, onder hen, een voorzitter. De mandaten van voorzitter en vicevoorzitter zijn zonder beperking hernieuwbaar.

ARTIKEL 17 - VERGADERINGEN.

De raad vergadert op bijeenroeping en onder het voorzitterschap van zijn voorzitter of, indien deze verhinderd is, van een vicevoorzitter, telkens het belang van de vennootschap dit vereist of telkens ten minste twee bestuurders daarom verzoeken.

De vergaderingen worden gehouden op de plaats aangegeven in de oproepingen.

De vergaderingen van de raad van bestuur kunnen de vorm aannemen van teleconferenties of videoconferenties. De bestuurders die op die manier deelnemen aan de raad van bestuur worden als aanwezig beschouwd op de vergadering. In dit geval zal worden verondersteld dat de vergadering werd gehouden op de maatschappelijke zetel van de vennootschap voor zover ten minste een bestuurder heeft deelgenomen aan de vergadering vanop deze zetel.

ARTIKEL 18- BERAADSLAGING.

De raad van bestuur kan slechts geldig beraadslagen en beslissen indien ten minste de helft van zijn leden aanwezig of vertegenwoordigd is.

Iedere bestuurder kan schriftelijk, per e-mail, per fax of elk ander middel een bijzondere ondubbelzinnige volmacht verlenen aan één van zijn collega's om hem op een bepaalde vergadering van de raad te vertegenwoordigen en om er te stemmen in zijn plaats. De delegans wordt in dit geval geacht aanwezig te zijn.

Een bestuurder mag meer dan één van zijn collega's vertegenwoordigen.

Een bestuurder mag eveneens, maar enkel als de helft van de leden van de raad in persoon aanwezig is, standpunten uitdrukken en schriftelijk, per e-mail of fax stemmen uitbrengen.

De beslissingen van de raad van bestuur worden genomen bij meerderheid van de uitgebrachte stemmen, waarbij de onthoudingen niet worden meegerekend.

Bij staking van stemmen is de stem van de persoon die de vergadering voorziet beslissend.

De bestuurder die, rechtstreeks of onrechtstreeks, een belang van vermogensrechtelijke aard heeft dat strijdig is met een beslissing of van een verrichting die tot de bevoegdheid behoort van de raad van bestuur moet de bepalingen van artikel 7:96 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen naleven. Deze bestuurder kan niet deelnemen aan de beraadslagingen van de raad van bestuur over deze verrichtingen of beslissingen en kan niet deelnemen aan de stemming.

De beslissingen van de raad van bestuur kunnen worden genomen bij eenparig schriftelijk akkoord van de bestuurders.

ARTIKEL 19 - NOTULEN.

De beraadslagingen van de raad van bestuur worden vastgesteld in notulen die ondertekend worden door de voorzitter en de bestuurders die dat wensen.

Afschriften en uittreksels die in rechte of elders moeten worden voorgelegd worden ondertekend door de voorzitter, door een gedelegeerd bestuurder of door twee bestuurders of door een algemeen directeur.

ARTIKEL 20 - BEVOEGDHEDEN VAN DE RAAD.

De raad van bestuur heeft de bevoegdheid om alle handelingen te verrichten die nodig of dienstig zijn voor de verwezenlijking van het voorwerp van de vennootschap, behoudens die waarvoor volgens de wet alleen de algemene vergadering bevoegd is.

De raad vertegenwoordigt de vennootschap ten aanzien van derden en in rechte, als eiser of verweerder.

ARTIKEL 21 - DAGELIJKS BESTUUR – ADVISERENDE COMITÉS - DELEGATIE

De raad van bestuur mag het dagelijks bestuur van de zaken van de vennootschap evenals de vertegenwoordiging van de vennootschap inzake dit bestuur delegeren aan één of meerdere bestuurders die de titel dragen van gedelegeerd bestuurder en/of aan één of meerdere directeuren die de titel van algemeen directeur dragen.

Hun taakstelling wordt geregeld in de akte van hun benoeming, echter zonder dat de beperkingen aan hun nieuwe vertegenwoordigingsbevoegdheden ten behoeve van het dagelijks bestuur tegenstelbaar zijn aan derden, zelfs indien deze werden bekendgemaakt.

De raad van bestuur en de personen belast met het dagelijks bestuur binnen de beperkingen van de bevoegdheden van het dagelijks bestuur, kunnen bijzondere en bepaalde bevoegdheden toekennen aan één of meerdere personen naar keuze die niet noodzakelijk aandeelhouders of bestuurders moeten zijn. De dragers van deze bijzondere bevoegdheden kunnen één of meerdere personen vervangen in de uitoefening van hun bevoegdheden als de raad van bestuur of de persoon belast met het dagelijks bestuur (al naargelang het geval) daarmee instemt.

In het geval van een bijzondere bevoegdheidsdelegatie, bepaalt de akte van hun benoeming de bevoegdheden en de bezoldiging die verbonden is aan deze functies.

De raad van bestuur mag in zijn midden alle adviserende of technische comités oprichten, ongeacht of deze permanent zijn. De regels betreffende de werking van deze comités worden bepaald door de raad van bestuur.

De raad van bestuur richt in zijn midden een auditcomité op in de zin van artikel 7:99 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, evenals een remuneratiecomité in de zin van artikel 7:100 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen. De samenstelling van deze comités, hun opdrachten en hun reglementen worden opgesteld door de raad van bestuur, in overeenstemming met de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

ARTIKEL 22 - VERTEGENWOORDIGING.

De raad van bestuur vertegenwoordigt, als college, de vennootschap ten aanzien van derden en in rechte.

Niettegenstaande de algemene vertegenwoordigingsbevoegdheid als college, wordt de vennootschap geldig vertegenwoordigd in rechte en ten aanzien van derden, met inbegrip van een openbaar ambtenaar (zoals de hypotheekbewaarder):

- hetzij door de Voorzitter van de raad van bestuur, die alleen optreedt;
- hetzij door twee bestuurders die gezamenlijk optreden;
- hetzij door een gedelegeerd bestuurder, die alleen optreedt;

- hetzij door een algemeen directeur, die alleen optreedt;

Zij moeten geen enkele rechtvaardiging verstrekken van een voorafgaande beslissing van de raad van bestuur.

De vennootschap wordt bovendien geldig vertegenwoordigd door bijzondere lasthebbers, handelend binnen de grenzen van hun mandaat.

ARTIKEL 23 - VERGOEDINGEN.

De algemene vergadering kan de bestuurders een vaste of (indien wettelijk toegestaan) variabele vergoeding toekennen.

De raad van bestuur kan vergoedingen toekennen aan bestuurders of directeurs die belast zijn met de functie of met bijzondere opdrachten.

ARTIKEL 24 - TOEZICHT.

Het toezicht op de vennootschap zal worden uitgeoefend in overeenstemming met de artikelen 3:58 en volgende van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

ARTIKEL 25 - AANSPRAKELIJKHEID.

De bestuurders en commissarissen zijn op generlei wijze persoonlijk aansprakelijk voor de verbintenissen van de vennootschap.

Zij zijn, overeenkomstig het gemeen recht en de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, verantwoordelijk voor de uitoefening van hun mandaat en de fouten begaan in hun bestuur.

TITEL IV – ALGEMENE VERGADERINGEN

ARTIKEL 26 - SAMENSTELLING EN BEVOEGDHEDEN.

Een behoorlijk bijeengeroepen algemene vergadering vertegenwoordigt alle aandeelhouders.

Zij beschikt over de bevoegdheden die de wet en de statuten uitdrukkelijk voor haar hebben voorbehouden.

ARTIKEL 27 - VERGADERING - BIJEENROEPING.

De gewone algemene vergadering komt van rechtswege bijeen op de laatste dag van de maand maart van elk jaar om elf uur.

Indien deze dag geen werkdag is, zal de vergadering de volgende werkdag plaatsvinden.

De algemene vergadering kan worden bijeengeroepen telkens het belang van de vennootschap zulks vereist.

Zij moet worden bijeengeroepen op verzoek van de voorzitter van de raad van bestuur, van een gedelegeerd bestuurder of de commissarissen, als er zijn, of de aandeelhouders die samen ten minste een tiende van het kapitaal vertegenwoordigen.

De algemene vergadering vergadert na een bijeenroeping van de raad van bestuur of de commissarissen.

Deze oproepingen vermelden de plaats, de datum, het tijdstip en de agenda van de algemene vergadering en worden uitgevoerd in de vormen en binnen de termijnen voorgeschreven door het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Eén of meerdere aandeelhouders die samen ten minste drie procent (3%) van het kapitaal aanhouden kunnen verzoeken dat één of meerdere punten op de agenda van de algemene vergadering worden ingeschreven.

ARTIKEL 28 - TOELATING TOT HET BIJWONEN VAN DE VERGADERING.

Het recht van een aandeelhouder om deel te nemen aan een algemene vergadering en om er het stemrecht verbonden aan de aandelen uit te oefenen, wordt slechts verleend op grond van de boekhoudkundige registratie van dergelijke aandelen in de naam van deze aandeelhouder op de registratiedatum, dit is de veertiende dag vóór de algemene vergadering om vierentwintig uur (Belgische tijd), hetzij door hun inschrijving in het register van aandelen op naam van de vennootschap, hetzij door hun inschrijving op de rekeningen van een erkende rekeninghouder of een vereffeningsinstelling, zonder rekening te houden met het aantal aandelen dat de aandeelhouder bezit op de dag van de algemene vergadering. De dag en het tijdstip vermeld in deze paragraaf hebben betrekking op de registratiedatum.

De aandeelhouders geven aan de vennootschap (of de persoon die daartoe door haar werd aangesteld) aan of ze wensen deel te nemen aan de algemene vergadering, en dit uiterlijk op de zesde dag vóór de datum van de vergadering, in overeenstemming met de formaliteiten voorzien in de oproeping en op vertoon van een bewijs van inschrijving dat werd uitgegeven door de financiële tussenpersoon, de erkende rekeninghouder of de vereffeningsinstelling.

De houders van obligaties of van warrants worden opgeroepen voor de algemene vergadering van aandeelhouders en mogen elke algemene vergadering van aandeelhouders bijwonen, maar enkel met raadgevende stem, in overeenstemming met de toelatingsvoorwaarden bepaald voor de aandeelhouders.

ARTIKEL 29 - VERTEGENWOORDIGING.

Elke eigenaar van een titel kan zich op de algemene vergadering laten vertegenwoordigen door een lasthebber, al dan niet aandeelhouder, overeenkomstig het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Minderjarigen, verboden personen en rechtspersonen kunnen worden vertegenwoordigd door hun wettelijke of statutaire organen.

De raad van bestuur mag de vorm van de volmachten bepalen. Volmachten moeten uiterlijk door de vennootschap worden ontvangen op de zesde dag vóór de datum van de vergadering. Elke volmacht die door de vennootschap wordt ontvangen voorafgaand aan de bekendmaking van een aangevulde agenda is geldig voor de te behandelen onderwerpen die ingeschreven zijn op deze agenda.

De mede-eigenaars, vruchtgebruikers en naakte eigenaars, schuldeisers en pandgevers moeten zich laten vertegenwoordigen door één en dezelfde persoon.

ARTIKEL 30 - BUREAU.

Elke algemene vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur of, bij diens afwezigheid, door een gedelegeerd bestuurder, een algemeen directeur, of bij hun afwezigheid, door de oudste bestuurder.

De voorzitter benoemt een secretaris.

De vergadering kiest twee stemopnemers.

De aanwezige bestuurders vervolledigen het bureau.

ARTIKEL 31 - VERDAGING.

Elke gewone of buitengewone algemene vergadering kan tijdens de zitting worden verdaagd met vijf weken door het bureau dat is samengesteld zoals hierboven vermeld, zelfs al betreft het niet de goedkeuring van de jaarrekening.

Deze verdaging annuleert niet de overige genomen beslissingen, behoudens tegenstrijdige beslissing van de algemene vergadering.

De nieuwe neerleggingen van titels kunnen plaatsvinden met het oog op de tweede vergadering.

ARTIKEL 32 - RECHT EN ANTWOORD OP VRAGEN

De bestuurders en commissarissen beantwoorden de vragen die hen worden gesteld door de aandeelhouders, ter vergadering of schriftelijk, over hun verslag of voor de bestuurders, eveneens over op punten die op de agenda zijn gebracht, in de mate dat de communicatie van gegevens of feiten niet van dien aard is dat het schade kan berokkenen aan de commerciële belangen van de vennootschap aan de verplichtingen van vertrouwelijkheid aangegaan door de vennootschap of haar bestuurders.

De bestuurders en de commissarissen kunnen een algemeen antwoord geven op verschillende vragen met hetzelfde voorwerp.

De aandeelhouders kunnen, vanaf de bekendmaking van de oproeping, de vragen vermeld in de eerste paragraaf schriftelijk stellen. Er zal, naargelang het geval, op deze vragen worden geantwoord door de bestuurders of de commissarissen in de loop van de vergadering, voor zover deze aandeelhouders de formaliteiten van de deelneming voorzien in artikel 28 hebben nageleefd.

ARTIKEL 33 - AANTAL STEMMEN.

De aandelen brengen elk één stem uit, behoudens de gevallen van schorsing van stemrecht voorzien in het Wetboek van vennootschappen en verenigingen of in enige andere toepasselijke wetgeving.

Niettegenstaande het voorgaande geven volgestorte aandelen die ten minste twee (2) jaar zonder onderbreking op naam van eenzelfde aandeelhouder in het register van aandelen op naam van de vennootschap zijn ingeschreven, elk recht op twee (2) stemmen, behoudens de toepasselijke wettelijke bepalingen.

Elke aandeelhouder is verplicht de vennootschap onverwijld in kennis te stellen van elk feit dat van invloed is op de verwerving of het verlies van het dubbel stemrecht, met inbegrip van het aantal aandelen waarvoor het dubbel stemrecht is verworven of verloren.

ARTIKEL 34 - BERAADSLAGING EN STEMMING.

De algemene vergadering beraadslaagt enkel over de onderwerpen vermeld op de agenda

Indien de oproeping dit toelaat, kunnen de aandeelhouders die de formaliteiten van de deelneming voorzien in artikel 28 hebben nageleefd, op afstand deelnemen aan de algemene vergadering door middel van elektronische communicatie voor zover zij de in de oproeping vermelde voorwaarden en

formaliteiten hebben vervuld. De oproeping geeft een beschrijving van de middelen die de vennootschap gebruikt ter identificatie van de aandeelhouders die deelnemen aan de vergadering door middel van elektronische communicatiemiddelen en van de mogelijkheid die hen wordt gegeven om deel te nemen aan de beraadslagingen van de algemene vergadering en er vragen te stellen.

De aandeelhouders die de formaliteiten van de deelneming vermeld in artikel 28 hebben vervuld mogen stemmen tijdens elke algemene vergadering per post of, indien de oproeping dit toelaat, via een elektronisch communicatiemiddel, door het invullen van het formulier dat door de vennootschap ter beschikking wordt gesteld. De aandelen zullen allen worden aanvaard voor de stemming en de berekening van de regels over het quorum indien het door de vennootschap ter beschikking gestelde formulier behoorlijk werd ingevuld en door de vennootschap is ontvangen, uiterlijk op de zesde dag vóór de datum van de algemene vergadering. Indien de oproeping de aandeelhouders toelaat om op afstand te stemmen via een elektronisch communicatiemiddel, verstrekt de oproeping een beschrijving van de middelen die door de vennootschap worden gebruikt ter identificatie van de aandeelhouders die op afstand stemmen.

ARTIKEL 35 - STATUTENWIJZIGING

De beslissing om de statuten te wijzigen moet worden genomen in overeenstemming met de regels die van toepassing zijn op naamloze vennootschappen.

ARTIKEL 36 - NOTULEN.

De notulen van de algemene vergaderingen worden ondertekend door de leden van het bureau en de aandeelhouders die daarom verzoeken.

Afschriften en uittreksels van de notulen die in rechte of elders moeten worden voorgelegd worden ondertekend door de voorzitter, door een gedelegeerd bestuurder, door twee bestuurders of door een algemeen directeur.

TITRE V- VENNOOTSCHAPSDOCUMENTEN - VERDELINGEN.

ARTIKEL 37 - VENNOOTSCHAPSDOCUMENTEN.

Op eenendertig december van elk jaar wordt de boekhouding afgesloten en maken de bestuurders een inventaris op en stellen zij de jaarrekening op overeenkomstig de wet.

ARTIKEL 38 - UITKERING.

Jaarlijks wordt van de nettowinst vermeld in de jaarrekening een bedrag van 5% ingehouden voor de vorming van de wettelijke reserve. Deze inhouding is niet langer verplicht van zodra de reserve 10% van het geplaatst kapitaal bereikt.

Op voorstel van de raad van bestuur wordt het saldo van de nettowinst jaarlijks ter beschikking gesteld van de algemene vergadering, die soeverein beslist over de bestemming, bij eenvoudige meerderheid van de uitgebrachte stemmen, binnen de door de artikelen 7:212 tot 7:214 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen opgelegde beperkingen.

Geen uitkering kan worden gedaan indien het netto-actief, op de datum van afsluiting van het laatste boekjaar, zoals blijkt uit de jaarrekening, naar aanleiding van een dergelijke uitkering, lager is of zou worden dan het bedrag van het gestort kapitaal of, indien dit bedrag hoger is, van het opgevraagde kapitaal, vermeerderd met alle reserves die volgens de wet of de statuten niet kunnen worden uitgekeerd.

De raad van bestuur kan, in overeenstemming met de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen, een interimdividend uitkeren, dat zal worden uitgekeerd op het resultaat van het boekjaar. De raad bepaalt het bedrag van deze interimdividenden en de datum van hun betaling.

TITEL VI - ONTBINDING - VEREFFENING.

ARTIKEL 39 - VEREFFENING.

In geval van ontbinding van de vennootschap, omwille van welke reden en op welk tijdstip ook, zal de vereffening plaatsvinden door één of meerdere vereffenaars benoemd door de algemene vergadering en, bij gebreke van een dergelijke benoeming, door de raad van bestuur die op dat ogenblik in functie is, handelend in de hoedanigheid van vereffeningcomité.

Daartoe beschikken zij over de meest uitgebreide bevoegdheden toegekend door de artikelen 2:87 en volgende van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

De algemene vergadering bepaalt de bezoldiging van de vereffenaars.

ARTIKEL 40 - VERDELING.

Na de betaling van alle schulden, lasten en vereffeningskosten, dient het netto-actief vooreerst voor de terugbetaling in geld of in titels van het niet-afgeschreven gestorte bedrag van de aandelen.

Als de aandelen niet allemaal in gelijke verhouding zijn volgestort, herstellen de vereffenaars, vooraleer zij overgaan tot de verdelingen, het evenwicht door alle aandelen op absolute voet van gelijkheid te stellen, hetzij door bijkomende verzoeken tot volstorting ten laste van de titels die

onvoldoende volgestort zijn, hetzij door voorafgaandelijke terugbetalingen in geld of ten gunste van de aandelen die in een grotere verhouding zijn volgestort.

Het saldo wordt gelijk verdeeld onder alle aandelen.

VOOR EENSLUIDENDE COORDINATIE

Tim CARNEWAL
Geassocieerde notaris

D. 2217354 / R. 2021/108403 / TC – 17.12.2021 / MBT / AVDS